défense de Occident

AP

Maurice **BARDECHE** :

Les Juifs et Israël

●

Yann **BEUZEC** :

La Bretagne et les Bretons

●

Thomas **MOLNAR** :

Présentation de Jean-Paul Sartre (II)

●

François **DUPRAT** :

La Bataille pour Budapest (1944)

●

Willy-Paul **ROMAIN** :

Pour ou contre Teilhard de Chardin

●

Gaspar **AUBRY** :

Les Corps francs de l'opposition (II)

OF MICHIGAN
NOV 24

Année Numéro 79 - Février 1969 F 3,7

LES EDITIONS DU PRIEURE, 1, rue Palatine, Paris (6e)

Vient de paraître

Maurice MAGNILLAT

Quand l'Histoire passe aux feux rouges

Préface de **Gustave THIBON**

Un résumé vigoureux des fautes qui nous ont conduits à un tournant dramatique de notre histoire.

Un volume in-16 jésus, 230 pages — Franco : **15 F**

François TISSIER

Le Coup de la Dialectique

La mystification de la doctrine marxiste magistralement démontée : un ouvrage important pour votre bibliothèque politique.

Un volume in-8°, 280 pages — Franco : **20 F**

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17e année
Février 1969 — N° 79

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : *Les Juifs et Israël* 3

Yann BEUZEC : *Le dossier breton* 13

Thomas MOLNAR : *Présentation de Jean-Paul Sartre (II)* 28

François DUPRAT : *La bataille pour Budapest* (1944) 41

Pierre FONTAINE : *La vraie révolution agricole n'est pas le plan Mansholt* 49

Willy-Paul ROMAIN : *Pour ou contre Teilhard dc Chardin* 57

Garpar AUBRY : *Les Corps francs de l'opposition* (suite) 68

CHRONIQUES

LA CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : *La fin du Commonwealth* 84

LA CHRONIQUE DES ARTS DE F.-H. LEM : *Renoir intime à la galerie Durand-Ruel* 90

13, rue des Montibœufs - PARIS (20e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F
***Abonnements.* — 1 an : 35,— F**
Etranger : 1 an : 37,— F
Propagande : 50,— F et 100,— F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs Paris-20e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Les Juifs et Israël

Les conditions de fabrication du précédent numéro de *Défense de l'Occident* ne nous ont pas permis de prendre position sur le problème israélien. Nous rappelons à nos lecteurs les principes de notre attitude qui ont déjà été exposés dans le numéro spécial que nous avons fait paraître il y a dix-huit mois sous le titre *L'Agression israélienne et ses conséquences.*

1°) L'élément juif joue dans les pays d'Europe occidentale un rôle politique disproportionné à son importance et aux services rendus. L'immigration juive, qui a commencé après 1870, et qui n'a cessé de s'accélérer, a été abusivement favorisée. Cette immigration n'aurait eu que des effets mineurs si les immigrants juifs avaient pu être maintenus dans des cadres sociaux appropriés. Il n'en a pas été ainsi. Tous les Juifs ont pris à la faveur du mercantilisme une importance exagérée dans la vie économique et également dans la vie culturelle et politique. L'indiscrétion avec laquelle, abusant de naturalisations hâtives, certains éléments juifs ont constitué une sorte de franc-maçonnerie financière et politique a donné au bout d'un certain nombre d'années à une partie d'entre eux une autorité, un fanatisme et des pouvoirs qui n'ont

pas cessé de se développer aux dépens des réactions saines et salutaires des autochtones. Depuis fort longtemps, certains milieux juifs exercent sur la presse une autorité qu'il est puéril de nier. Cette autorité est tantôt directe, par la possession ou le contrôle des organes de presse les plus puissants, tantôt indirecte par la pression de la publicité. Ce contrôle de la presse, renforcé par l'immense puissance des capitaux juifs dans la vie économique et par les infiltrations nombreuses des Juifs dans le personnel politique, a entraîné, dans certains pays, une omniprésence, une prépotence de l'élément juif, si encombrantes qu'elles ont provoqué des réactions d'hostilité dont la plus illustre et la plus redoutable est celle qui s'est produite en Allemagne avant la guerre.

Les Juifs n'ont pas su tenir compte de cette leçon. Inspirés par l'esprit de vengeance, ils ont au contraire mobilisé la communauté juive tout entière dans le monde entier contre l'Etat qui s'était permis de secouer leur joug. Le caractère dangereux de cette puissance installée dans les pays les mieux équipés du monde est devenu évident à la veille de la seconde guerre mondiale : c'est *l'intelligentzia* juive qui a contribué le plus puissamment au déchaînement de cette guerre dont les peuples ne voulaient pas.

Après la guerre, et sous prétexte de réparations, le pouvoir des minorités juives n'a cessé de grandir. A la suite de la redistribution des organes de presse en 1945, leur position dans le système d'information qui domine la vie intellectuelle et morale de nos pays est devenue prépondérante. Leur puissance financière n'a cessé de s'accroître. Sous une forme invisible, les réseaux juifs de pression et d'intimidation constituent en réalité une armée d'occupation qui quadrille des nations entières parmi les peuples d'Occident. Il ne s'agit pas seulement d'un *lobby* juif, comme l'a dit justement, mais faiblement, le porte-parole du conseil des ministres, mais d'une influence diffuse insérée de toutes parts et agissant sur tous les centres nerveux qui commandent la sensibilité et les réactions de nos pays.

L'indépendance des nations occidentales est illusoire

tant que les intérêts secrets d'une minorité de privilégiés se substituent aux intérêts de la nation elle-même. Il y avait avant 1940, il y a encore plus maintenant, un problème juif. Il s'agit toujours de savoir si l'inspiration nationale prévaudra dans la conduite de nos affaires politiques ou si, au contraire, nous ne serons jamais qu'une piétaille servant à réaliser les rêves de ceux qui règnent au moyen de leur puissance financière. Non seulement dans notre présent, mais pour tout notre avenir, il y a antinomie entre l'expansion et même simplement le maintien de cette toute-puissance détenue sur nos destins par une minorité et notre volonté de survivre et de rester maîtres chez nous.

Une des constantes de toute politique nationale est donc de proclamer que tout ce qui diminue la puissance de la minorité juive qui s'est installée au-dessus de nos têtes est pour nous un élément favorable qui doit être appuyé de nos vœux et de notre concours, et qu'inversement, tout ce qui augmente cette puissance ne l'augmente qu'au détriment de notre liberté et de notre sécurité dans l'avenir. C'est cette loi ferme, permanente, lumineuse, qui doit être à l'origine de nos choix dans les problèmes politiques qui touchent à cette question et c'est elle en effet qui détermine actuellement notre attitude.

2°) L'Etat d'Israël est une conception idéologique et précaire dont la création a été imposée par une camarilla de politiciens et de banquiers. L'existence de l'Etat d'Israël est une greffe contre nature qui prétend annuler vingt siècles d'histoire. L'installation de l'Etat d'Israël a non seulement frustré injustement de leur propriété les populations installées en Palestine depuis la conquête romaine, mais elle s'est en outre accompagnée de brutalités et d'atrocités qui constituent un effroyable dossier sur lequel la presse internationale, qui se trouve directement ou indirectement contrôlée par les Juifs, a gardé un pudique silence (voir notre documentation au sujet de ces atrocités israéliennes dans les numéros 64 de *Défense de l'Occident* 1re série, et 15, 2e série).

L'Etat d'Israël a provoqué en conséquence la haine des Etats arabes qui l'entourent. Sa situation actuelle n'est pas viable, tout le monde le sait. Lorsque l'Etat d'Israël fait expliquer qu'il lutte pour sa survie, il ment. La survie de l'Etat d'Israël est impossible *dans les limites géographiques qui lui ont été fixées.* Elle n'est concevable que si l'Etat d'Israël contrôle entièrement le Moyen-Orient par une situation de force qui lui assure un protectorat sur l'ensemble des Etats arabes. Acquérir ce contrôle de l'ensemble du Moyen-Orient et en particulier des ressources pétrolières qu'il contient est le véritable objectif de la guerre d'agression entreprise par Israël.

On commet donc une erreur quand on accepte l'idée complaisamment répandue du petit Etat qui lutte courageusement pour son existence. Entourés des haines qu'ils ont fait naître, les hommes d'Etat d'Israël savent très bien qu'ils sont dans la position du joueur qui joue à la roulette russe. On peut gagner un certain nombre de fois, mais il arrive toujours un moment où l'on rencontre la balle. Les hommes d'Etat d'Isrël savent que le seul moyen de se protéger contre cette éventualité est une défaite définitive et totale des Etats arabes les réduisant tous à l'impuissance et transférant à l'Etat d'Israël la maîtrise du Moyen-Orient.

3°) Il est clair que ces ambitions d'Israël dans leur étendue et leur gravité ne peuvent être réalisées sans une guerre qui impliquerait l'intervention des grandes puissances mondiales. Cette guerre, les dirigeants extrémistes de l'Etat d'Israël n'hésitent pas à l'envisager, car ils pensent qu'ils la gagneraient avec l'appui des Etats-Unis. Cela représente pour le monde entier d'effroyables souffrances et un danger de totale destruction.

Même si la situation n'allait pas jusqu'au déclenchement d'une troisième guerre mondiale, comportant l'intervention des armes atomiques, il est certain que la situation actuelle en Méditerranée est extrêmement dangereuse et qu'elle se traduit par une escalade beaucoup

plus redoutable que celle qui a eu lieu au Vietnam et surtout que la partie est actuellement engagée de la manière la plus désastreuse pour les intérêts de l'Occident. En fournissant un appui inconditionnel à l'Etat d'Israël pour satisfaire les éléments juifs influents dans la politique de divers pays, les nations occidentales abandonnent les Etats arabes à l'influence soviétique. Leur politique stupide consiste finalement à donner sur tout le pourtour de la Méditerranée des bases durables et des amitiés solides à la Russie soviétique en échange de la possession illusoire d'un gage territorial que son exiguïté rend vulnérable et qui serait occupé ou détruit si la situation devenait dramatique.

Les Etats arabes ne sont nullement des alliés naturels de la Russie soviétique. L'Islam leur donne au contraire une conception de la vie qui s'oppose d'une manière fondamentale à la conception marxiste. Par leur situation géographique, les Etats arabes sur le pourtour de la Méditerranée sont les alliés naturels de l'Europe : leur développement économique ne peut avoir lieu dans toute sa plénitude qu'avec le concours des techniciens européens et ils ont intérêt à rechercher en Europe des débouchés pour leur production et à recevoir eux-mêmes de préférence les produits européens. Le retournement des alliances est pour l'avenir un impératif de la politique des nations occidentales. Elles doivent rechercher avec les Etats arabes une atmosphère d'alliance et d'entraide durable. Elles doivent préférer cette solution que nous proposent la géographie et la nature à la possession d'une tête de pont précaire et resserrée qui sera toujours à la merci d'une opération militaire bien montée.

4° Si l'on veut éviter à la population israélienne elle-même une destinée tragique, il faut dès maintenant s'orienter vers des solutions de compromis qui vont bien au-delà de celles qui ont été présentées par les puissances qui s'annoncent comme médiatrices. L'un des caractères du conflit actuel dans le Proche Orient est en effet qu'il est vain de rechercher un accord de type traditionnel entre Israël et les Etats arabes. Cet accord serait

incapable de mettre fin au terrorisme palestinien, les attentats et l'escalade des représailles continueraient en dépit de tous les accords diplomatiques et les esprits les plus réalistes commencent à comprendre que la paix ne peut être rétablie en Palestine que sur des conditions acceptées par les combattants clandestins eux-mêmes.

L'Etat israélien se trouve donc dans des conditions difficiles, puisque, ayant remporté la victoire sur le plan militaire, cette victoire ne peut lui servir à rien, et, en particulier, elle ne peut pas lui servir à dicter la paix. L'Etat israélien se trouve en présence d'ennemis insaisissables, implacables et dangereux dont il n'a pas réussi à triompher, avec lesquels il doit rechercher un accord sur des bases entièrement nouvelles. Cette situation est tellement évidente que des esprits réalistes commencent à l'envisager comme inévitable. Un homme qui n'est nullement un homme de droite, mais un juif profondément préoccupé des intérêts de sa communauté, M. Maxime Rodinson, écrivait dans *Le Monde* du 14 janvier 1969 : « Il ne reste qu'une voie, celle à laquelle on a toujours dû aboutir ou se résigner dans les conflits de ce genre : traiter avec celui qui se bat. Bien des Israéliens commencent à comprendre que cette seule possibilité leur reste ouverte. Significativement, cette position, tenue depuis longtemps par le député non conformiste Ouri Avneri, est devenue celle du nationaliste plutôt droitier qu'est Shimon Peres « jeune turc » activiste.

« Certes, les positions sont très loin l'une de l'autre actuellement. Les Palestiniens ont maintenant un programme clair : un Etat palestinien démocratique où Juifs et Arabes auraient des droits égaux sur le plan individuel. Un de leurs chefs a même déclaré qu'il accepterait dans cet Etat une majorité de Juifs si les faits aboutissaient à ce résultat sans pressions institutionnelles (ce qui est d'ailleurs peu probable). Ils refusent Israël en tant que structure politique où l'hégémonie juive est assurée ».

M. Maxime Rodinson ajoute : « Bien peu d'Israéliens sont disposés actuellement à accepter cette solution ». Mais il termine toutefois, tout en constatant qu'il y a

là, de sa part, une dose peut-être exagérée d'optimisme, « qu'on peut imaginer un rapprochement de ces positions contrastées sous la pression des faits dans un avenir plus ou moins lointain ».

Cette opinion intéressante montre l'évolution qui se fait actuellement dans les esprits. Il est significatif qu'un sondage d'opinion dont les résultats ont été annoncés très discrètement dans la presse, ait montré qu'un tiers seulement des Français était favorable à la cause d'Israël et qu'une large majorité était indifférente ou hostile aux prétentions de l'Etat juif. Il n'est pas moins significatif que des écrivains de gauche comme Claude Bourdet, dont on aurait pu attendre une défense inconditionnelle des intérêts juifs, se sépare nettement de la cause israélienne et dénonce les dangers graves que l'impérialisme israélien fait courir à la paix en même temps que la partialité « incroyable » (le mot est de Claude Bourdet lui-même) de la grande presse française en faveur d'Israël.

5° Nous pensons que les raisons sentimentales qu'on met en avant dans la presse de droite pour défendre la cause israélienne témoignent de peu de sûreté dans la doctrine politique. Le problème juif en France et dans les nations occidentales est d'une telle gravité qu'il nous paraît inconcevable qu'en cette circonstance on se laisse influencer par des raisons sentimentales. Or, ce sont ces réactions qui sont pour la plupart à l'origine des positions prises par un certain nombre de journalistes de droite. Il n'est pas sérieux de nous expliquer que l'Etat d'Israël est nécessaire pour recueillir les Juifs que nous trouvons trop nombreux dans notre pays. Il est trop clair qu'aucun de ceux qui se sont fait une situation dans notre pays, que ce soit dans les affaires, le journalisme ou la politique, n'est disposé à aller s'installer en Israël. Il est donc puéril de souhaiter qu'il existe un Etat juif avec toutes les complications que cela entraîne, simplement pour le plaisir de pouvoir dire aux Juifs : « Qu'attendez-vous pour y aller ? » Il est non moins navrant de voir certains « intellectuels » nous expliquer qu'ils

retrouvent dans l'armée israélienne la belle tenue militaire qu'ils ont admirée dans l'armée allemande. Nous avons à les plaindre, dans ce cas-là, de n'avoir admiré dans leur vie que des bruits de bottes et à leur répondre que ce n'est pas un programme pour l'avenir. Ce que certains ont pu admirer dans le national-socialisme, ce sont des qualités viriles et une conception de l'homme et de la vie qui sont précisément à l'antipode de la conception mercantile que représente l'esprit juif. Laissons aux nourrices et aux bonnes d'enfants d'autrefois l'admiration des baudriers et des fortes fesses de la gendarmerie.

Mais, à vrai dire, ces deux raisons ne sont pas celles qui emportent l'adhésion du plus grand nombre. Beaucoup sont, en revanche, incapables de s'affranchir des souvenirs douloureux de la guerre d'Algérie. Nous souhaitons qu'ils s'aperçoivent qu'il est peu honorable de s'en remettre à un tiers du soin de venger ses défaites. Nous pensons qu'il est entièrement faux de croire que l'armée française ait été vaincue militairement en Algérie : elle a été trahie par le régime qui l'a empêchée de se battre, ce n'est pas du tout la même chose. Mais, même si nous pensions qu'il reste un compte à régler entre l'armée française et l'Algérie, ce serait à l'armée française de prendre sa revanche elle-même et non de la prendre par personne interposée. Nous ne croyons pas du tout que la question se pose ainsi, du reste : nous pensons que les Français reviendront quelque jour en Algérie, parce que les Algériens s'apercevront eux-mêmes que la collaboration des Français leur est indispensable et que l'avenir le plus solide des pays islamiques est dans une alliance perpétuelle avec l'Europe. Mais il y a de part et d'autre bien des passions à oublier avant d'arriver à ce sentiment. Nous souhaitons seulement que les agitations vaines et les pantalonnades fondées sur le ressentiment et l'hystérie ne créent pas un obstacle supplémentaire devant cette politique de raison qu'il faudra bien faire un jour ou l'autre.

∴

C'est pour toutes ces raisons que nous nous obstinons dans la position antiisraélienne que nous avons prise dès le début de la Guerre des Six jours.

Nous voudrions que nos lecteurs comprennent que cette position est inspirée uniquement par la réflexion sur notre intérêt national et sur l'intérêt de l'Occident et non par quelque animosité vis-à-vis du peuple juif. Nous pensons en particulier que c'est l'intérêt des Juifs eux-mêmes de ne pas prendre de position systématique et passionnelle, de ne pas chercher à imposer leur opinion à des nations qui regimbent, mais au contraire de souhaiter vivre parmi des populations étrangères comme des minorités heureuses et protégées. C'est ainsi que le peuple juif a vécu à travers dix-huit siècles d'histoire malgré sa dispersion.

La guerre d'Israël ne fait que poser des problèmes qui se sont posés autrefois. Il est certain que les Juifs ont besoin d'être protégés, non seulement contre les populations autochtones qui les entourent, mais contre eux-mêmes. Le président du conseil israélien, M. Lévi Eskhol, a bien raison de poser la question, mais la solution qu'il propose, le transfert des minorités juives est une solution à la fois chimérique et partielle. Le problème de la protection des minorités juives à la fois contre les autres et contre elle-même est un problème plus général. Il est certain que, dans une période de tension internationale comme celle qui se développe depuis dix-huit mois, il est dangereux pour les Juifs eux-mêmes qu'ils occupent certaines positions qui les rendent dépositaires de secrets de la défense nationale et de l'économie, ou des postes qui leur permettent d'agir trop visiblement, ou même d'une façon détournée, en faveur des intérêts d'Israël. La sauvegarde efficace des minorités juives ne peut donc être réalisée qu'en les protégeant contre les tentations qui peuvent les amener à s'ériger en arbitres entre le pays dans lequel ils vivent et le pays auquel leur cœur reste attaché. Il nous paraît certain que, plutôt que les transferts envisagés par M. Lévi Eskhol, la protection qui le préoccupe serait plus sûrement assurée si un accord international conférait aux Juifs de la *diaspora* disper-

sés à travers le monde une sorte d'*habeas corpus* garanti par les grandes puissances internationales qui fixerait les règles de sécurité et de juridiction dont les minorités juives pourraient se réclamer dans tous les pays du monde : en échange de cette situation privilégiée, les communautés juives devraient accepter spontanément une sorte de discipline sur elle-même en limitant de leur propre mouvement les engagements des Juifs dans des domaines dangereux par les tentations qu'ils offrent aux tendances de leur double nationalité : un *numerus clausus* librement accepté par les communautés juives ainsi qu'un habitat et des juridictions privilégiées sont probablement pour l'avenir les meilleures garanties de survie et de bonheur des minorités juives. Qu'il existe ou non un Etat d'Israël, les Juifs du monde entier auront prouvé, à la faveur de cette crise, que la politique d'assimilation n'a réussi nulle part. Tous se sentent juifs avant de se sentir des citoyens à part entière de leur nouvelle patrie. Et il est bien qu'il en soit ainsi. La réussite de l'assimilation n'aurait pour résultat que la disparition de la race juive, sans qu'il en résulte autre chose qu'un métissage désavantageux pour les peuples qui auront absorbé un contingent élevé d'immigrants. Puisque les communautés juives gardent partout leur individualité et leurs tendances profondes, puisqu'elles l'ont prouvé pendant cette crise, l'évolution naturelle qu'on voit se dessiner peu à peu dans tous les problèmes du même ordre doit les diriger vers cette politique *d'apartheid* qui constitue la meilleure sauvegarde de toutes les minorités qui se trouvent dans la même situation.

Maurice BARDECHE.

Le Dossier Breton

Je tiens à avertir mes lecteurs que mon article risque d'en choquer certains. Je veux dire à ceux-là que je ne fais pas de la provocation. Je m'efforce d'y exposer objectivement un problème, un problème grave, qui est d'actualité : le problème breton et ses conséquences.

Il ne sert à rien de se masquer la vérité : il vaut mieux la regarder en face. Ne pas la dire, serait vouloir ne pas considérer que les lecteurs de « Défense de l'Occident » sont des adultes, ce serait les mépriser.

Notre famile de pensée est à l'opposé des conservateurs, n'a rien à faire avec les défenseurs du capitalisme apatride : seuls nos adversaires marxistes essaient de nous y amalgamer. En bref, nous nous disons révolutionnaires. Prouvons-le par nos prises de position.

∴

Les attentats du F.L.B. puis les arrestations de commando ont attiré brutalement l'attention du grand public sur ce que, pudiquement, certains appellent le « malaise breton ».

Plusieurs faits ont frappé, si ce n'est inquiéter les autorités de Paris :

— Les membres arrêtés sont une cinquantaine ; donc le F.L.B. est plus puissant qu'on ne le pensait : ce n'est

pas le groupuscule supposé. D'autant que, quoi qu'en dise « *Le Monde* » du 28 janvier 1969 IL NE SEMBLE PAS que le F.L.B. soit démantelé.

— Les personnes arrêtées témoignent d'un recrutement non localisé. Ils sont des 4 coins de la Bretagne.

— Les personnes arrêtées prouvent que le recrutement est très divers au point de vue socio-professionnel : ce n'est pas l'apanage exclusif de quelques hobereaux ou de quelques étudiants folkloriques. On y trouve aussi bien de simples ouvriers que des cadres établis et arrivés, des athées si ce n'est des païens aussi bien que des prêtres.

— Les emprisonnés montrent que ce ne sont pas uniquement des traîne-savates, des aigris, des éternels mécontents qui militent dans le F.L.B., que des gens sérieux, que des gens en vue, que des gens à la position sociale parfois éminente y participent.

— L'âge des incarcérés est révélateur. Ils ont tous, sauf 1, moins de 40 ans. Ce ne sont donc pas des nostalgiques de quelque passé révolu : ils sont de la génération d'après-guerre. Malgré ses efforts, l'Epuration de la « libération » a échoué en Bretagne : elle a été incapable d'extirper le ferment nationaliste. Malgré les emprisonnements, les exécutions, les exils, l'épuration doit s'avouer vaincue. Le mouvement renaît et est *plus vivace que jamais*. Cela prouve bien qu'il est enraciné dans le peuple breton, que ce n'est pas une génération spontanée, plus ou moins provoquée par des événements fortuits et surtout qu'il n'est pas soufflé de l'étranger.

Donc le portrait-robot du militant F.L.B. n'est pas standard ; il est très diversifié. Le militant ne se recrute pas dans une classe sociale donnée ; il n'est pas uniquement originaire des contrées bretonnantes.

— La population bretonne refuse de parler du F.L.B., des attentats et de ses objectifs, elle feint de les ignorer. Ci cependant, elle se livre (tous les reporters ou journalistes de Paris sont affirmatifs sur ce point), jamais elle n'accepte de condamner le F.L.B. Le 1er stade de la guerre révolutionnaire est atteint : le F.L.B. est un

« poisson dans l'eau » au sein des Bretons. Personne ne les dénonce ; les indicateurs, semble-t-il, ne peuvent rien fournir : les autorités ne sont plus renseignées.

Un dernier point a frappé les imaginations en Bretagne : parmi les personnes arrêtées, il y avait 4 prêtres ; ceux-ci ont gardé en Bretagne beaucoup d'influence. Psychologiquement, la nouvelle de leur inculpation a créé un choc.

Brutalement, ces incarcérations ont attiré l'attention de l'opinion française sur le problème breton. Jusqu'alors, telle opinion, quand on lui parlait de l'autonomisme breton, souriait ou même se gaussait. Pour elle, les tenants ne pouvaient être que de doux rêveurs, des galéjeurs ou pire des dérangés mentaux.

Pourtant les Bretons tiraient la sonnette d'alarme en disant que le « malaise » s'étendait, gagnait en profondeur et en intensité. Dès 1960, une personne aussi modérée que Pleven clamait : « Ou bien la Bretagne sera l'une des provinces vivantes, en expansion, ayant rattrapé ses retards, portée au niveau du progrès français, ou bien, l'Extrême Ouest de la France sera tombé au rang des régions dont la vie se retire... La France va vers des déchirements qu'elle ne soupçonne pas, si elle ne donne pas à la Bretagne la possibilité de s'épanouir ».

D'autres écrivent des livres que l'opinion fabriquée par *France-Soir* ou la télévision méconnurent ; ainsi « la Bretagne écartelée » (Nouvelles Editions Latines) de Yann Fouéré ou « Complots pour une République bretonne » de Ronan Caerléon publié à la Table Ronde (dont j'ai rendu longuement compte dans deux numéros de « Défense de l'Occident » les n°s 66 de novembre 1967 et 67 de décembre 1967).

La presse bretonne, la vraie et non celle des marchands, de « Bretagne Réelle » de Quatrebœufs (22-Merdignac) à « L'Avenir de la Bretagne » (B.P. 296 à Saint-Brieuc), a été un bon témoin de cette montée de la crise. A Paris personne n'en a tenu compte. A ma connaissance, « Défense de l'Occident » dans son n° 61 de mars 1967 a été le premier journal français à en parler, à annoncer les craquements de l'hexagone.

Les revendications bretonnes ont reçu l'appui extérieur de cinq circonstances imprévues, dues à la conjoncture.

● De Gaulle a crié « Vive le Québec libre ». Ainsi il avouait qu'une minorité avait le droit de se séparer de l'Etat dont elle relevait pour ériger sa propre nation en état. Pourquoi ce qui est bon pour les Québécois ne le serait pas pour les minorités nationales de France, donc les Bretons ?

De Gaulle, en encourageant l'indépendance du Québec, justifie les Bretons, *ipso facto ;* les Bretons le lui rappellent en criant « Québec libre, Bretagne libre ».

De Gaulle, en approuvant le séparatisme biafrais, rend légitime l'indépendance de la Bretagne.

● La Belgique est déchirée par ses antagonismes ethniques ; la cohabitation entre Wallons et Flamands semble un échec au point que l'existence de la Belgique est condamnée à terme par son éclatement. Ce n'est que la sclérose étatique qui maintient encore les structures.

● Le contexte celte qui est très sensible, évidemment, en Bretagne. L'Irlande a obtenu son indépendance *il y a moins de* 50 *ans ;* le Pays de Galles a envoyé à la chambre des Communes de Londres un député nationaliste gallois ; l'Ecosse en a fait autant. Cette vague s'amplifie et augmente sans cesse le nombre de militants séparatistes. Les troubles de l'Ulster témoignent aussi de ce bouillement généralisé de tous les pays celtes, qui, par suite des liaisons interceltiques, excite la Bretagne.

● Les événements de Tchéco-Slovaquie ont rebraqué les projecteurs sur la renaissance de ces deux Nations voisines, sur Masaryk en particulier. Ce qui a permis de se souvenir que ce pays a fait sécession d'un état (l'Empire d'Autriche) en recevant l'aide de la France en particulier.

● Enfin les événements de mai ont bouleversé les fondements de l'Etat. La vague de contestation a tout touché, a voulu tout remettre en cause de l'Université à l'Economie en passant par la réforme de l'Etat, c'est ce que l'on désigne sous le terme de régionalisation. De

Gaulle a été inquiet : les événements de Paris ont paralysé tout l'Hexagone. La tête étant touchée, toute l'activité du pays était arrêtée : la cause de cela, la rigidité de l'Administration trop centralisée. Quand Paris est enfiévré, il n'y a plus d'Etat, les pouvoirs publics tournent à vide. De Gaulle a vu le danger ; c'est ce qui explique son ralliement tactique à la régionalisation.

Voilà des raisons conjoncturelles. Evidemment ce n'était pas suffisant pour provoquer un tel ébranlement. Il y a des motifs de structure.

● L'économie bretonne est malade : on ne trouve pas de travail en Bretagne, les usines ferment. De 1962 à 1967, 17.000 jeunes ont quitté la terre. Dans l'arrondissement de Quimperlé, 42 mariages ont été célébrés en 1968, 35 de ces couples sont partis !

A cause du Marché Commun, d'où sont exclues les Iles britanniques, la Bretagne reçoit son charbon de la Rhur tandis qu'il serait moins cher de l'importer du Pays de Galles limitrophe. Par contre les primeurs bretons sont concurrencés maintenant par ceux qui arrivent d'Italie. Autre exemple, la France défend à Bruxelles ses agriculteurs mais les intérêts d'un paysan beauceron sont divergents de ceux d'un paysan breton (cf. « La révolte des tracteurs » de Yann Brékilien dont j'ai rendu compte dans le n° 77 de D. O.).

Enfin la politique étrangère de De Gaulle a des exigences néfastes aux Bretons. On importe des sardines congelées de Safi (Maroc) : les usines de conserves bretonnes débauchent ; des navires désarment. On importe des porcs de Chine communiste (avec une dispense sanitaire !) les éleveurs bretons font faillite.

● Cette situation économique désastreuse entraîne une catastrophe démographique : la Bretagne vieillit. De Gaulle dit que « la Bretagne ne se dépeuple plus » mais il oublie de dire que ce sont les inactifs qui ont augmenté. Actuellement, 59 % des gens vivant en Bretagne sont non-actifs (retraités, etc...) ; par contre les gens de 25 à 64 ans ont diminué de 2,6 %, tandis que la natalité bretonne est excédentaire ! La Bretagne nourrit

et instruit des jeunes qui iront travailler ailleurs, donc enrichir un autre pays. Quelle perte de substance, d'autant que ce sont les plus dynamiques et les plus entreprenants qui partent !

● Les Bretons ont conscience de parler une langue et non un patois, cette langue qui est cousine de celle que parlaient « nos ancêtres les Gaulois ». Or de 1928 à 1968, la débretonnisation a été plus importante que de 1789 à 1928 ! La cote d'alerte était atteinte : si les Bretons ne voulaient pas perdre leur personnalité en perdant leur langue, il fallait réagir malgré toutes les entraves apportées par Paris. La loi Deixonne (étude des langues minoritaires) est bien timide ; la télévision, en Bretagne, ne consacre que 90 SECONDES aux Bretons ! Malgré les difficultés, le nombre des étudiants en breton a doublé dans les Facultés de Rennes et Brest.

● L'histoire : Jusqu'en 1532, les Bretons ont eu une histoire nationale propre, différente, et parfois opposée à celle de la France. Saint Louis n'a jamais été leur roi ; « Jeanne d'Arc ? connais pas ! » Par contre, Nominoé a été leur Philippe Auguste.

Après 1532, la Bretagne a été *unie et non rattachée* à la France. C'est une interprétation arbitraire et erronnée de la nuit du 4 août, la fin des privilèges, qui a mis fin à l'indépendance de la Bretagne. Selon le droit international, c'est injustifiable.

Cette histoire de la Bretagne n'est pas enseignée aux Bretons ; nombre d'entre eux jugent, de plus en plus, cette situation intolérable.

● Racialement, la quasi-unanimité des Bretons ont conscience d'être Celtes et le revendiquent. Ils ne voient pas pourquoi ils seraient les compatriotes de n'importe quel métèque débarquant d'Europe Centrale : les uns sont fiers de leur race, les autres interdisent qu'on parle d'un facteur racial.

● Géographiquement, les Bretons vivent dans un pays typé et caractéristique par sa géologie, son relief, son climat et la mer. Tous ces facteurs ont façonné l'âme bre-

tonne et donné naissance à des mœurs propres à ses habitants.

● La psychologie des Bretons est particulière, différente de celle de ses voisins : pour s'en convaincre, il n'y a qu'à écouter le « barde » Glenmor ; quand il célèbre le roi Nominoé, quand il clame « Vive la Bretagne et son indépendance », les hourrahs qui l'accompagnent sont révélateurs.

Profitant de la conjoncture analysée ci-dessus, le F.L.B. se fonde donc sur des motifs économiques (l'appauvrissement du pays), démographique (le vieillissement de la population), linguistique (l'agonie du Breton), culturel (l'histoire de la Nation bretonne est ignorée, si ce n'est méprisée), racial (c'est une aire celte), de mode de vie, etc...

● En outre la maladresse de Paris ne fait que faciliter la tâche du F.L.B.

La Bretagne a été divisée en 5 départements par Napoléon ; or, de plus en plus, on agit comme si la Bretagne ne couvre que 4 départements. Pour Paris, Nantes n'est pas la Bretagne. Or c'est la dernière capitale de la Bretagne libre ! Cette amputation ne fait qu'exaspérer les Bretons.

Certains essaient de les calmer en leur fournissant un 5e département : la Mayenne ! Ce qui est scandaleux car les Bretons veulent toute la Bretagne et rien que la Bretagne : ils ne sont pas impérialistes et la Mayenne n'est pas la Bretagne. Disposer ainsi d'une contrée est une attitude typiquement technocratique : ils décident de l'avenir des peuples sans tenir compte de leurs désirs ni de leurs intérêts ; ils charcutent comme si un peuple est une pierre : ils n'ont rien compris aux données naturelles, telle que la race.

D'autres, plus pernicieux, acceptent que la Bretagne comprenne Nantes mais noient le tout dans un ensemble de 9 départements qui n'a plus de sens : les Bretons n'y préserveraient guère mieux leur âme que maintenant. Ceux-là ne voient que l'aspect économique et veulent, prétendent-ils, construire des « régions à l'échelle

européenne » (*sic*). Utopie ! la Bretagne est une entité et non un conglomérat qu'il faut rentabiliser par tous les moyens.

Cette facette de la question a été très bien vue par Ronan Tugdual qui écrit dans le n° 262 de « Bretagne Réelle » :

Il y a en effet trop de personnes qui voient la réforme en hommes d'affaires, qui disposent, tranchent, ajoutent, décident, uniquement en fonction de critères économiques ou même d'intérêts plus particuliers que généraux. La consultation s'est adressée à eux en tant que membres ou présidents de chambre de commerce ou d'agriculture et ils ont répondu, entraînés par leur déformation professionnelle, comme s'il ne s'agissait que de questions d'argent, d'affaires, de marchés, de zones d'influence, etc.

La question est plus complexe. On ne le dira jamais assez, il faut tenir le plus grand compte des affinités ethniques, des héritages historiques en particulier dans la délimitation des régions. Pour que la réforme ait tout son pouvoir dynamique il est indispensable que dans les régions on évite des causes de tiraillement et de rivalité comme il peut s'en créer entre hommes de traditions différentes. C'est pourquoi il faut, en ce qui concerne la région de Bretagne, qu'elle soit reconstituée d'abord dans les limites de l'ancienne province, avec son organisation et ses structures propres.

Les réactions bretonnes :

Le nouveau parti breton « Sav Breizh » (debout Bretagne » a réuni récemment son premier conseil national. Certains des points adoptés sont intéresants. Il réclame :

« 1) Le respect de l'unité historique, économique et humaine de la Bretagne qui comprend les 5 départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan.

2) L'élection au suffrage universel direct d'une Assemblée constituante bretonne. Il y aura incompatibilité de

mandat entre l'Assemblée bretonne et l'assemblée « Nationale » française ».

« Il affirme que l'édification de l'Europe ne saurait être conçue que dans le respect de toutes les communautés nationales, préservées dans leur *intégrité humaine*, territoriale et culturelle, et rassemblées au sein d'un système fédéral assurant la représentation et l'expression de chacune ».

« Il rappelle, enfin, que l'Europe ne se borne pas aux limites de la C.E.E., mais qu'elle constitue une entité géographique beaucoup plus large comprenant entre autres, les pays dits de « l'Europe de l'Est », les Iles britanniques et les pays scandinaves ». Ces points peuvent être aisément souscrits par un lecteur de D. O. qui sera sensible à la prise de position en faveur de « l'intégrité humaine », donc hostile au métissage et au cosmopolitisme biologique.

Cependant, par soumission à la mode qui justement asservit la Bretagne, Sav Breizh proclame des intentions que nous ne pouvons encourager :

Il dénonce « toute tentative d'oppression fasciste » car c'est un « crime contre l'humanité ».

Il condamne « l'impérialisme des U.S.A. au Viet Nam et en Amérique latine, et leurs pratiques discriminatoires à l'égard de la communauté de couleur qui vit sur leur territoire ».

Il condamne l'U.R.S.S. pour... « ses attitudes dominatrices à l'égard des communautés juives » (Pas un mot sur les Baltes ou Ukrainiens, par exemple !)

Il soutient « le peuple grec victime de la dictature militaire », « les peuples du Mozambique et de l'Angola insurgés contre la colonisation portugaise », les Basques « contre les méthodes policières et militaristes du régime de Franco ».

Ce n'est plus Sav Breizh, c'est Jean Daniel alias Bensaïd du *Nouvel Observateur* qui écrit !

Le F.L.B. a diffusé un long communiqué qui fut intégralement reproduit dans « l'Avenir de la Bretagne » (n° 38, janvier 1969). Sans référence à Marx, le F.L.B. se recommande d'un socialisme national. « Les événements les

plus récents en Europe Centrale ont montré qu'il ne pouvait y avoir en Europe de socialisme véritable qu'indépendant et particulier à chaque peuple... Il repoussera l'oppression collectiviste et étatiste. Il sera humaniste, coopératif, fédéraliste et communautaire ».

Evidemment une telle conception ne peut que déplaire à l'U.D.B., l'Union démocratique bretonne, véritable succursale du P.S.U. Pour l'U.D.B., peu importe la Bretagne; ce qui compte en priorité : il ne faut pas contredire leurs élucubrations marxistes. Aussi dans leur mensuel, le « Peuple breton » (n° 62, paru le 15 janvier 1969), il qualifie le F.L.B. « d'aventure et d'illusion » et « stigmatise l'infantilisme du F.L.B. ». On reconnaît là le courage (et la générosité pour un camarade en difficulté) des progressistes de tous les pays.

Réactions françaises.

L'opinion française a été longue à s'émouvoir, à prendre au sérieux le problème des ethnies. Puis coup sur coup dans des revues de diverses tendances : du « Miroir de l'Histoire » à « Lectures pour tous », du « Nouvel Observateur » à « Aux Ecoutes », de « Figaro » à « France-Soir », de longues études ont été consacrées au problème breton. En général, avec une bienveillance, toute nouvelle. Jusqu'à présent les journalistes de l'Hexagone s'étendaient avec délectation sur les résistances basques d'outre-Bidassoa. Ignares, ils n'y voyaient qu'une manifestation antifranquiste, or pour ces journalistes, Franco c'est le mal réincarné. Ils ne comprenaient pas que les motivations profondes étaient nationalistes et non idéologiques. Ils soutenaient les Basques dits Espagnols mais ne s'intéressaient pas aux Basques dits Français (si ce n'est les attaquaient). Pourtant leur objectif était identique : l'indépendance et la réunion ! Par quelle logique peut-on soutenir une branche et vilipender l'autre d'une même lutte ?

Quoi qu'il en soit, foncièrement hostiles à une restructuration de l'Etat français, nous ne trouvons plus maintenant que 3 familles politiques.

— Les communistes : pour eux « il serait réactionnaire de faire renaître à cette occasion des spécificités d'anciennes provinces qui ne sont plus, pour l'essentiel, historiquement fondées » (France-Nouvelle, 13 novembre 1968).

— Les gauchistes, « Réforme » (18 janvier 1969) écrit sous la plume de Paul Adeline : « je sais de source raisonnablement sûre que, parmi les bailleurs de fonds et les réseaux de soutien extérieurs, figurent au premier rang les nazis (pourquoi dire « néo-nazis » ?) de Malmöe et de Dublin. Or certains de mes amis bretons venus de la résistance, via le P.S.U., le nient énergiquement aujourd'hui, alors que ce sont eux qui me l'avaient expliqué il y a 10 ou 15 ans ».

— Les gaullistes, qu'ils soient de droite (tels Debré ou Sanguinetti) ou de gauche (cf. l'article de l'ancien communiste Pierre Hervé rallié au Guide, dans « Notre République ». n° 336 du 24 janvier 1969).

Quant à de Gaulle, son discours de Quimper tant attendu sur la régionalisation décevra les Bretons : son discours était très « Bretagne française » ; il parle gros sous et téléphone tandis que ce stade est dépassé. Il dit que la Bretagne ne se dépeuple plus (ce qui est exact au total) mais il oublie de dire qu'elle se dépeuple en *jeunes*, ce qui est fondamental. S'il reconnaît implicitement que Nantes est en Bretagne, il exclut la Loire-Atlantique dans son énumération des départements bretons. Il oscille ainsi entre une mini-Bretagne (avec l'amputation de la Loire-Atlantique) et une maxi-Bretagne (il parle de l'Armorique, donc des pays du massif armoricain). Nous avons vu que ces 2 solutions sont repoussées par les militants bretons. Une autre erreur grave de De Gaulle est qu'il traite la Bretagne comme si c'était la Touraine ou la Champagne. Pour les provinces françaises, la régionalisation telle qu'elle est envisagée peut être une solution ; mais pas pour les « provinces réputées étrangères ».

Les gaullistes sont devant un choix qui quelle que soit l'option choisie risque de leur être néfaste :

— L'Etat reste centralisé (tendance Debré) mais, à la

moindre secousse parisienne, il n'y a plus d'Etat à cause de la paralysie et De Gaulle risque d'être balayé.

— L'Etat joue franchement la carte de la régionalisation mais les tendances centrifuges des allogènes ne peuvent que renforcer ceux qu'on nomme séparatistes, pour les dévaluer (à noter que Paris les baptise « indépendantistes » s'ils sont... Québécois : la nuance est révélatrice).

Le discours de Quimper n'apporte aucune solution.

Or la maturation des esprits en Bretagne se fait rapidement ; en témoigne le cas du journaliste Jean Bothorel : il y a 18 mois il dirigeait une revue très conformiste, publiée par Chaix-Néogravure, il y a 6 mois, il se présentait aux législatives sur une liste de Front breton ; maintenant, il est en prison !

Cette situation peut sembler condamnable à beaucoup de Français mais, ceux qui ont voté « oui » aux accords d'Evian (1962) n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes : ils ont attenté à une mystique, celle de « la France Une et Indivisible ».

∴

Cette évolution n'est pas un retour au passé ni une résurgence de la féodalité. C'est la construction sur des bases plus saines car plus naturelles, puisque le fondement est l'ethnie. Ce sera un coup sérieux à tous les cosmopolites, et autres apatrides ; ce sera la fin, *ipso facto,* de crises qui secouent ou divisent l'Occident : l'affrontement Wallons-Flamands disparaîtrait, le litige austro-italien serait réglé.

Il ne faut pas s'opposer à cette évolution. D'autant, ainsi que l'écrit l'homme de gauche qu'est Morvan Lebesque que : la lutte des classes « me paraît insuffisante seule. Elle explique, définit, formule, elle *n'éclaire pas du dedans* (c'est Lebesque qui souligne). En bref, aucun socialisme ne me paraît aujourd'hui valable s'il ne tient pas compte de cette psychologie des profondeurs qui doit logiquement l'amener lui-même à se repenser et à admettre la résurgence des ethnies... »

Yann BEUZEC.

Pour compléter l'information de nos lecteurs sur le problème breton je crois utile d'y adjoindre les documents suivants :

1) Une lettre du « Comité d'Information de l'Emigration bretonne » (15, rue Guy Moquet, Paris (17e), parue dans le n° 256 de « Bretagne Réelle ».

Monsieur le Président,

A l'occasion de votre prochain voyage en Bretagne, nous nous permettons d'attirer respectueusement votre attention sur la situation juridique de cette province, situation juridique dont la violation par tous les Gouvernements Français depuis 1789 prépare des conséquences graves.

La Bretagne a été réunie à la France par le traité de 1532, — Traité de Droit international — passé entre le Roi François Ier et les Etats de Bretagne, Assemblée Parlementaire traditionnelle, *Détentrice de la souveraineté bretonne.*

Le texte de ce traité existe toujours, inséré dans l'Edit de Nantes (Août 1532) qui en effectuait la publication pour la Bretagne, dont l'original est aux Archives Nationales de France (Trésor des Chartres, cote J. 246, n° 126, Musée n° 587) et dans l'Edit du *Plessis-Macé,* qui en effectuait la publication pour la France, et dont le texte (qui semble perdu dans les Archives françaises) a été reproduit dans l'ouvrage de l'historien et juriste B. d'Argentré : « Coutumes générales des Pays et Duché de Bretagne » édité à Paris chez N. Buon en 1608 (partie non paginée).

Ce traité constitue un contrat bilatéral qui, d'une part :

Constitue le seul titre que possède l'Etat français à occuper la Bretagne ;

d'autre part :

A posé pour condition formelle à cette union l'automobile interne complète, sur tous les terrains : autonomie administrative, juridique, fiscale et douanière ; l'adminis-

tration de tout le territoire breton (y compris la Loire-Atlantique) restait entre les mains de l'Assemblée Bretonne.

Ces conditions furent observées, avec des empiètements divers, mais limités, jusqu'en 1788, date à laquelle, au cours d'un conflit, le pouvoir royal fit dissoudre irrégulièrement les *Etats de Bretagne.*

Un pareil traité ne pouvait être modifié que par un nouvel accord des mêmes parties : c'est-à-dire le Gouvernement français d'un côté et l'Assemblée bretonne de l'autre.

Or lorsque, au cours de la Nuit du 4 août, fut proclamée l'abolition de tous les privilèges et des libertés des provinces, les députés bretons présents n'avaient aucun mandat leur permettant de remplacer l'Assemblée signataire du Traité ayant refusé la procédure qui lui était imposée ; un certain nombre de communes — dont les villes les plus importantes — avaient expressément chargé leurs députés de *défendre les libertés garanties par le traité de* 1532.

Il eût été nécessaire de réunir les *Etats de Bretagne* pour leur demander de ratifier l'article X du Décret du 11 août 1789, qui entérinait les décisions de la Nuit du 4 août. Or les Etats de Bretagne avaient été dissous l'année précédente par un coup de force du pouvoir royal, ce qui était déjà une violation majeure du Traité. Le pouvoir révolutionnaire se garda bien de les rappeler (sachant qu'ils n'auraient pas accepté la modification...) et passa outre à la protestation solennelle du Procureur-Syndic des Etats, le Comte de Bothorel ; l'on s'installa dans une situation de fait, totalement *irrégulière.*

Bien que le Traité de 1532 *soit toujours valable au regard du droit international* (les tribunaux internationaux ont jugé récemment que le traité de Brétigny, entre la France et l'Angleterre, est toujours en vigueur, car il n'y a pas de prescription pour les traités) tous les Gouvernements français ont violé ses conditions depuis 1788 — violation qui a été continuée par la Révolution, la Restauration, les Empires et les Républiques.

Tous les contrats deviennent caducs lorsque les conditions n'en sont pas observées. Il va de soi qu'à l'heure actuelle, au regard du Droit international, *La Bretagne est un pays indépendant sous occupation de fait,* les Gouvernements français successifs *s'étant retirés eux-mêmes leur titre.*

Il est bien évident que, dans la conjoncture mondiale actuelle, cette situation ne se prolongera pas longtemps.

(Une conséquence pratique à laquelle le Ministre des Finances fera bien de réfléchir : le système fiscal français ayant été complètement refait depuis 1789, aucun des impôts actuels n'a été accepté par l'Assemblée Bretonne : par voie de conséquence, ils sont tous juridiquement inapplicables sur tout le territoire breton).

Il appartient au *général de Gaulle,* Grand Libérateur et Défenseur des Droits des Peuples, de *remettre les faits d'accord avec le droit ;* c'est-à-dire de choisir entre ces deux alternatives :

Ou bien donner aux forces d'occupation françaises l'ordre d'évacuer le territoire breton ;

ou bien recommencer à observer les conditions du Traité de 1532, c'est-à-dire *Reconstituer l'Assemblée bretonne souveraine* (et non pas consultative) et lui rendre *tous les pouvoirs stipulés au Traité* et très explicitement énumérés dans l'Edit du Plessis-Macé.

La confiance manifestée par l'électorat breton en la sagesse et l'équité du Président de la République, en son génie pour dénouer les situations historiques, ne doit pas être déçue. L'heure présente est probablement la dernière où une solution favorable aux deux parties peut encore être trouvée. *La Bretagne attend* du prochain voyage du *Président de la République la promesse solennelle que ses droits historiques vont être rétablis* et que la violation du Traité d'Union de 1532 va prendre fin.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre très profond respect et de notre reconnaissance anticipée.

La Secrétaire Général, M. KERHUEL, Docteur en Droit.

Thomas MOLNAR

Présentation de Jean-Paul Sartre

II

Nous donnons ci-dessous la suite du premier chapitre de Jean-Paul Sartre de Thomas Molnar actuellement sous presse aux Editions du Prieuré, dont un premier fragment a été publié dans notre numéro 78.

Bien qu'il patauge dans « les mots », l'écrivain (l'intellectuel, le bâtard) a le devoir de se séparer violemment de la culpabilité qui imbibe et pourrit tout, que la société bourgeoise porte en elle : il habite deux univers différents, il est donc capable de montrer les routes qui vont de l'un à l'autre. Cet itinéraire est décrit par Sartre dans son copieux essai d'après-guerre **Qu'est-ce que la littérature**, qu'il est utile de lire en même temps que deux autres essais postérieurs, ceux qui sont consacrés à Baudelaire et à Flaubert. Occupons-nous tout d'abord de ces derniers.

Sartre envisage la carrière de Flaubert et celle de Baudelaire en fonction de la réponse qu'ils ont faite à **l'interpellation** de leur temps, ou de leur silence à cet égard. Cette **interpellation**, selon Sartre, est formulée diversement tantôt par la révélation que l'homme est la seule référence à partir de laquelle on puisse poser des valeurs, des affirmations ou des négations, tantôt par l'impérieux et urgent devoir de faire de la démocratie un système universel afin que tous les hommes puissent avoir une pensée personnelle, tantôt encore par l'obligation de participer aux révolutions dirigées contre la bourgeoisie, enfin tantôt à la subordination de l'art

aux impératifs politiques. Bref, dans les deux essais, le message est le même : par son engagement l'écrivain doit se séparer de la société bourgeoise et de ses façons de penser et ainsi montrer une voie nouvelle par son œuvre et par ses positions. Puisque les façons de penser bourgeoises se ramènent essentiellement à la croyance en Dieu, à la volonté de domination, à la mystification dans les domaines de l'art et de la philosophie, ceux-ci n'étant utilisés que pour consolider les privilèges de la classe bourgeoise, l'écrivain a pour tâche de délivrer les contemporains de la toile d'araignée de la fausse « bonne conscience » tissée autour d'eux par la religion et la distribution du pouvoir.

Avec Baudelaire et Flaubert, Sartre se sent une parenté précise. Tous les deux appartenaient à la moyenne bourgeoisie et, en tant qu'artistes, ils mirent leur art au-dessus de tout, attitude qui correspond à l'attirance de Sartre pour les mots. En outre, au moins dans le cas de Baudelaire, le problème familial était analogue au sien. Mais surtout, ce qui intéresse Sartre, c'est que ces deux écrivains eurent à prendre position en face d'événements révolutionnaires, Baudelaire en 1848, Flaubert en 1871, et que leur réaction fut négative, ou, tout au moins, selon l'optique de Sartre, ambiguë. Le poète, écrit Sartre, s'installa dans le confort de la mauvaise foi en s'attachant solidement aux objets et en se créant une sensibilité commandée par l'objet. Ce n'est rien d'autre qu'un « divertissement » et Baudelaire est resté toute sa vie l'enfant qu'il avait été devant sa mère (qu'un remariage lui avait soustraite), il a eu le respect de l'autorité, il n'a pas cessé de chercher une protection. En présence de la révolution, Baudelaire se réfugia dans cette attitude infantile, refusant la liberté qu'on lui offrait.

La révolution est ainsi identifiée à une possibilité de libération : l'art, tel qu'on le pratique et le loue dans les sociétés bourgeoises, est alors soupçonné de n'être qu'un alibi, une manière d'éluder l'obligation de l'action politique militante. On notera que, dans sa seconde manière, la période actuelle marquée par sa concession au marxisme, Sartre n'a plus écrit d'œuvre de fiction, romans ou pièces : il est tenu de professer que l'art authentique ne peut être produit que par une humanité nouvelle. Jusqu'à son avènement nous ne pou-

vons nous offrir le luxe de nous consacrer à l'art et à la beauté, comme nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de l'amour des hommes. Dans son livre sur Jean Genêt, Sartre écrivait : « Nous n'avons pas conquis le droit d'aimer tous les autres hommes. »

Gustave Flaubert est jugé par Sartre encore plus sévèrement que Baudelaire. Contrairement au poète, qui avait exactement le même âge, Flaubert a bien aperçu la tragédie du prolétariat et il a eu une intuition plus profonde de la nature de la bourgeoisie, comme on le voit dans ses romans. Mais, comme Baudelaire, il choisit, lui aussi, de se réfugier dans l'imaginaire : c'est-à-dire qu'il transforme son œuvre, selon Sartre, en une rue sans issue, elle fut pour lui un alibi. Il décida de ne pas s'intéresser au pouvoir, c'est-à-dire à la transformation du monde, mais de regarder comme un « pouvoir absolu » sa destinée d'écrivain et de s'en tenir là. L'art devint pour Flaubert et sa génération, une sorte de religion, un **absolu,** qui les dispensait de l'obligation de participer à l'élaboration réelle du monde et ainsi leur conférait une bonne conscience.

A travers la prose volontairement lourde et jargonesque de cet essai (caractéristique de la nouvelle manière de Sartre et contrastant avec le style clair, nerveux, des essais qu'il a consacrés à d'autres écrivains, comme François Mauriac et Jean Giraudoux), il est évident que Sartre se compare à Flaubert et conclut à sa propre supériorité, du fait qu'il a choisi, lui, dans une situation analogue, l'action politique militante. Certes, il lui accorde des circonstances atténuantes en remarquant que « petit propriétaire, intellectuel, fils d'intellectuel (en réalité son père était chirurgien en chef de l'hôpital de Rouen), futur rentier, travailleur improductif, consommateur absolu, Flaubert n'avait pas les moyens réels de découvrir la bourgeoisie, en lui et hors de lui, comme une classe d'exploitation ». Le lecteur n'en est pas moins invité à conclure que Flaubert est toutefois condamnable pour n'avoir pas compris que son conflit personnel d'artiste face à la bourgeoisie n'était qu'un cas particulier du conflit plus

général que représente l'exploitation par la bourgeoisie de l'artiste aussi bien que du prolétariat.

Il n'y aurait pas lieu d'examiner ici **le cas Flaubert** si le diagnostic de Sartre, confronté avec la réalité, ne nous apprenait certaines choses sur la méthode et les procédés de Sartre lui-même. Flaubert, comme sa génération et la suivante — Richard Wagner, Baudelaire, Rimbaud, Nietzsche, etc. — méprisait les bourgeois, non comme exploiteurs du prolétariat, mais comme incarnation d'une conception matérialiste de la vie, de la civilisation industrielle et d'un voltairianisme de bas-étage si bien décrit par Flaubert dans le personnage de Monsieur Homais, et plus tard dans son amère satire **Bouvard et Pécuchet.** Mais, et cette remarque est capitale, Flaubert détestait également le prolétariat qu'il ne regardait pas comme la classe située à l'extrémité défavorisée du processus économique, mais comme l'équivalent des Barbares et animé comme eux d'un appétit de nivellement et de destruction. Il eut sous les yeux le spectacle de ces tendances dans le Paris de la Commune, événement qui en général jeta une douche froide sur l'enthousiasme que beaucoup de Français et d'Européens avaient pour le peuple : et pourtant, en ce domaine, Flaubert avait été précédemment beaucoup plus lucide que la plupart de ses confrères. Ce n'est pas dans les beaux jours de la bourgeoisie entre 1830 et 1870, mais après 1870 que Flaubert en arriva à la conclusion découragée que l'artiste n'avait plus qu'à s'enfermer dans sa « tour d'ivoire », puisque la beauté, en tant qu'objet d'aspiration sincère, avait cessé d'intéresser l'imagination morose de l'homme moderne.

Le trait que Sartre laisse de côté dans son étude, et qu'il laisse de côté délibérément pour la facilité de la thèse, est que Flaubert, bien qu'il ait été « peu fécond » était un écrivain authentique qui n'avait pas **choisi** l'art pour se dérober à l'action politique militante, mais qu'il l'aimait et qu'il voyait le monde en fonction de lui. Ses lettres (à son ami le critique Louis Bouilhet par exemple et à sa maîtresse Louise Colet) prouvent abondamment que tout se rapportait pour lui à des problèmes d'expression ; le choix du **mot juste,** du ton convenable, les proportions des paragraphes, la vigueur et le charme du style. Il arrivait si bien à s'oublier lui-

même, à se fondre dans la vie de ses personnages qu'il notait dans une de ses lettres, commentant une scène d'amour bien connue entre Emma Bovary et Rodolphe : « Aujourd'hui par exemple, homme et femme tout ensemble, amant et maîtresse à la fois, je me suis promené à cheval dans une forêt par un après-midi d'automne, sous des feuilles jaunes et j'étais les chevaux, les feuilles, le vent, les paroles qu'on se disait et le soleil rouge qui faisait s'entrefermer leurs paupières noyées d'amour. »

Il est superficiel et pédantesque de voir dans la dévotion à la beauté un alibi, un substitut mesquin de l' « engagement » une ombre en comparaison de la substance de l'action. Le postulat de Sartre apparaît alors en pleine lumière : il aboutit à un désastreux appauvrissement de l'univers sous le prétexte de le purifier. Flaubert est évidemment condamné au nom du critère que Sartre exprimait dans son livre sur Jean Genêt : « Nous n'avons pas encore le droit d'aimer tous les hommes ». A propos de Flaubert, tout se passe comme s'il affirmait que, quelle que soit la grandeur de l'œuvre d'un écrivain, celui-ci n'a pas le droit de la réaliser dans un monde idéologiquement imparfait : toute création de beauté, tout acte de bonté sont exposés à une malédiction ou entourés de bénédictions selon les circonstances qui accompagnaient leur apparition. Tout est mauvais dans la société antérieure au triomphe de l'idée, tout sera merveilleux quand elle aura été réalisée.

L'intermédiaire entre ces deux sociétés est l'écrivain : Non pas l'écrivain ordinaire, et encore moins l'écrivain petit-bourgeois ou « droitier » comme Baudelaire ou Flaubert, mais l'écrivain engagé tel qu'il est décrit dans **Qu'est-ce que la littérature ?** Remarquez le soin de Sartre pour bien délimiter cette catégorie et, tout d'abord, pour en exclure le poète et l'artiste. Malraux, par exemple, voit l'artiste comme un révolutionnaire, et même, à la vérité, comme quelque chose de plus grand que le révolutionnaire. L'œuvre de l'artiste est moins limitée que l'action révolutionnaire, parce qu'elle n'est pas une réponse à l'oppression, mais à la soumission de l'homme à la métaphysique. Dans un des premiers romans de Malraux, **Les Conquérants**, l'un des principaux personnages, Garine, aspire à une grande action quel-

conque qui laisserait son empreinte sur l'histoire. Il explique qu'il méprise le prolétariat pour lequel il se bat, parce qu'il sait très bien que le prolétaire d'aujourd'hui est le bourgeois de demain. Pourtant la révolution reste pour Garine-Malraux une valeur universelle parce que, entre autres choses, elle enrichit l'âme de celui qui y participe par la communion dans la même lutte et par la solidarité. Si la création artistique est, néanmoins, plus significative encore, c'est parce que la beauté et l'intelligence sont un défi lancé au ciel et emplissent les cieux vides par l'audacieux acte de foi que l'homme fait en lui-même.

Le système de valeurs de Sartre, en dépit de certaines ressemblances explicables par le milieu, est essentiellement différent. L'écrivain engagé, incarné dans sa fonction essentielle par l'Oreste des **Mouches** tire un double profit de son engagement : sa propre liberté et celle de ses semblables. Pour Sartre, l'enrichissement de l'âme n'est pas une justification suffisante d'une vie. L'action de l'écrivain, au moyen des **mots**, doit avoir un but précis. Dès le début de l'essai, l'art est distingué de la fonction de l'écrivain. La peinture, la sculpture, l'architecture, la musique ont pour matière des **objets**, et non pas la transformation des objets en lignes et en symboles. La poésie elle-même appartient à la catégorie des arts « qui n'aboutissent pas au signe », parce que le poète voit dans les mots non pas des signes, mais des objets, des objets qui se trouvent dans la nature, des éléments purement musicaux. Le travail du prosateur est, au contraire, tout différent : pour lui les mots ne sont pas des objets par eux-mêmes, mais les instruments qui lui servent à « arracher son voile au réel », c'est-à-dire aux situations qu'il vit et qu'il juge. Il n'accepte pas passivement ces situations telles qu'elles sont, il les choisit parce qu'elles révèlent certains aspects de la réalité. Et choisir une situation, c'est prendre un certain **engagement** vis-à-vis des hommes et de la société, en arrachant leurs illusions et en démasquant leur mauvaise foi, comme Oreste démasque la mauvaise foi de Jupiter, celle d'Egisthe, celle des habitants d'Argos.

En d'autres termes, une situation est une position qui permet à la fois de porter un jugement sur le monde et qui invite à l'action. Ecrire est une action, ce n'est pas un simple témoignage objectif, ni le développement de récits qui ne mènent nulle part, un moyen de gagner de l'argent et de la réputation. Cette transformation ou action de l'activité traditionnelle de l'écrivain révèle la tactique de Sartre sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir. Cette tactique est la suivante : Sartre prend un phénomène complexe et il peint une de ses faces, celle qu'il choisit arbitrairement, avec des couleurs brillantes jusqu'à ce qu'elle rejette dans l'ombre les autres faces du même phénomène et représente à elle seule ce phénomène tout entier. Tout son raisonnement s'applique uniquement à cet aspect unique qu'il a mis en vedette, toutes ses conclusions en sont tirées. Quand ce travail de mise au point a été si complètement réalisé que le lecteur hypnotisé suit docilement les lignes entre lesquelles progresse une argumentation à sens unique, alors Sartre lui assène les coups de sa dialectique subtile relevée de la violence de style propre aux doctrinaires infaillibles. Peu de lecteurs sont alors capables de mettre en doute les conclusions qui sont tirées de la schématisation initiale, de l'escamotage de l'objet tout entier au profit d'un seul de ses aspects.

Si nous revenons maintenant à la conception sartrienne de l'écrivain en tant qu'homme d'action, nous surprenons aussitôt la schématisation qui consiste à mettre en lumière un seul aspect, en réalité assez secondaire, de la fonction d'écrivain, en ignorant volontairement le riche clavier de motivations qui aboutit à une œuvre. A partir des prémices de Sartre, il est aisé de condamner Flaubert : seulement, en réalité, l'art du romancier n'a pas besoin de justification politique ou sociale, c'est une entreprise toute personnelle comme n'importe quelle autre. Si Sartre, néanmoins, regarde l'écrivain comme nécessairement engagé (ou comme un abstentionniste, ce qui est une forme négative de cet engagement), c'est parce qu'il voit un lieu entre la « crise de la société » et la « crise de la littérature ».

C'est, naturellement, une thèse difficile à soutenir. Chateaubriand a bien écrit que la morale et le goût sont intimement liés dans toute société et qu'à Athènes et à Rome, le génie

des écrivains disparut en même temps que les dieux. Mais Sartre a une autre idée dans l'esprit quand il parle de la crise de la société et de la littérature. Il envisage cette question d'un point de vue idéologique selon lequel dans un monde bourgeois les deux phénomènes sont intimement liés : car la littérature sert des intérêts de classe et exprime, au moyen de la fiction, une certaine conscience de classe. Le critique marxiste Roland Barthès est du même avis. Les « siècles bourgeois » de 1600 à 1850, dit-il, avaient une unité idéologique et par conséquent une conscience unique et une **écriture unique.** Après 1850, l'écrivain devient un homme **déchiré,** une **conscience malheureuse** selon le mot de Hegel, qui n'est plus capable de se référer en conscience à des croyances et à des thèses ayant une valeur universelle. De Flaubert à nos jours, la littérature est devenue **une problématique du langage,** masquant la véritable réalité qui est sociale sous la recherche de la perfection formelle. » La conséquence est que les gens ne se comprennent plus mutuellement, qu'ils ne peuvent plus expliquer leurs pensées et leurs sentiments et se réfugient de plus en plus dans ce qui est incommunicable. La littérature est alors devenue le domaine des virtuoses, un domaine pour initiés, un discours purement abstrait, qui n'aboutit nulle part.

Le XVIIe, le XVIIIe et le XIXe siècles, écrit de même Sartre, se sont servis de la littérature (et de l'écrivain), comme ils se servaient de la religion : comme d'un moyen de faire prendre aux masses déshéritées. Au XXe siècle, l'agonie de la bourgeoisie est responsable de la **conscience malheureuse** de l'écrivain, parce que, partagé entre ses réactions bourgeoises et ses tendances socialistes il se sent inutile dans le monde. Cela ne veut pas dire qu'il devrait essayer de s'adapter au monde tel qu'il est : adoptant le point de vue marxiste, Sartre croit que c'est le monde qui doit changer pour que l'écrivain se sente véritablement un écho de son siècle. Et il doit inviter ses lecteurs à s'associer à lui dans une entreprise collective pour changer ce monde.

⁂

Au point de vue de l'écrivain engagé, cette société démocratique est conçue comme un **public sans classe** qui lirait ses livres. Ce ne serait plus désormais une classe sociale privilégiée qui représenterait tous les hommes, il ne serait plus déchiré entre « la subjectivité du lyrisme et l'objectivité du témoignage ». Il deviendrait un homme universel parlant de tous les hommes sans interprétation des mensonges que sont le choix d'une certaine implantation sociale du sujet et d'un certain style. La littérature, conclut Sartre, deviendrait alors au sens propre une anthropologie ».

Quel est le sens du mot « anthropologie » dans ce contexte inhabituel ? Une lecture attentive de **Qu'est-ce que la littérature** montre que Sartre voit **l'écrivain** et **l'écriture** tout à fait comme Marx voyait le philosophe et la spéculation. Pour Marx, la première tâche de la philosophie est de nous inviter à exercer notre critique sur le monde qui nous entoure ; et sa seconde tâche est de changer ce monde de telle manière que la critique du philosophe est désormais superflue. Le monde ainsi métamorphosé aura, pour ainsi dire résorbé la nécessité de philosopher. Ainsi la philosophie n'est utile que jusqu'au seuil du monde nouveau, à partir duquel elle devient une « anthropologie » uniquement dirigée vers l'étude de l'homme qui peut déployer désormais sans entraves la totalité de ses possibilités.

Pour Sartre, cette dernière fonction est remplie par l'écrivain. C'est lui qui décrit et par conséquent porte un jugement sur des « situations » de manière à rendre sensible la « réalité enfin démasquée ». Son choix d'une situation pour la décrire est déjà une prise de position qui signifie qu'il assume le monde et presse son lecteur d'en faire autant. Ensemble ils transforment ce monde parce que l'écrivain idéal qui assume la réalité et le public idéal, le public étendu à toutes les classes, ne peuvent faire autrement que de mettre en pleine lumière les vrais problèmes de l'homme. Il n'y a pas à se préoccuper du sujet ni du style : ils sont commandés par la réalité anthropologique.

Naturellement, cette situation est, pour Sartre, un idéal qui ne se trouve réalisé ou en voie de réalisation que dans les pays communistes où l'infrastructure, c'est-à-dire l'économie est censée servir exclusivement les intérêts de la

communauté. Partout ailleurs une telle situation n'est qu'une chimère lointaine. Si la philosophie est maintenant **vécue** dans la société communiste où tout ce que les philosophes critiquaient a été réformé, on peut dire la même chose de la littérature : elle est maintenant vécue. Le journal de voyage de Simone de Beauvoir, dans ses voyages avec ou sans Jean-Paul Sartre, contient de nombreux passages consacrés à des visites dans les usines des pays communistes où nos voyageurs purent voir des lectures publiques faites par les travailleurs. Dans la relation de son voyage personnel en Chine communiste, Beauvoir est émerveillée par le rythme des beaux chants des ouvriers employés à construire la route et remarque que ces braves gens (apparemment des condamnés politiques qui portaient des moellons) donnaient l'impression du bonheur. « On s'émerveillait que Mao Tsé-toung écrivît des vers... on prêtait à ces révolutionnaires, qui étaient aussi des lettrés, une antique sagesse composant avec le marxisme un mystérieux et séduisant alliage. »

Dans la société bourgeoise, la situation est, bien entendu, toute différente. Là, l'écrivain n'a pas encore ce public, au sens militant du terme, défini dans **Qu'est-ce que la littérature ?** Il est encore un homme **déchiré.** Toutefois, à la fin de son essai, Sartre conclut que pour l'écrivain qui aspire à la fois à conquérir sa propre liberté et à servir la révolution socialiste, il n'y a qu'un moyen de surmonter ce déchirement : c'est d'assumer un rôle de guide dans le processus de transformation de la société en une société socialiste. Au terme de ce processus, la personne humaine se déploiera dans une totale liberté. Pour que ce résultat se produise, conclut Sartre, l'écrivain doit penser « une Europe socialiste », un continent humaniste entre les deux blocs rivaux, le bloc américain et le bloc communiste.

En 1952, toutefois, Sartre avait découvert un écrivain capable de servir de modèle aux autres, parce que, à travers sa vie aussi bien que ses livres, l'abjection et les contraintes de la société bourgeoise pouvaient être saisies très clairement. Cet écrivain est Jean Genêt. Sartre écrivait à propos

de lui : « J'ai montré que son œuvre est la face imaginaire de sa vie et que son génie ne fait qu'un avec sa volonté inébranlable de vivre sa condition jusqu'au bout. »

Cette tâche inspira à Sartre un volume de 550 pages au lieu de la préface qu'il avait l'intention de faire, volume qui servit d'introduction aux œuvres complètes de Jean Genêt. Le mérite littéraire mis à part, on peut affirmer sans risque d'erreur que cette introduction de Sartre est une des productions les plus obscures, les plus verbeuses, et surtout les plus obscènes du siècle, comparable seulement par le contenu et le style aux divagations du marquis de Sade. L'œuvre de Sade aspire avec plus de zèle à l'obscénité. Mais le texte de Sartre est plus répugnant parce qu'il mêle l'obscénité et l'abstraction. On dirait un érudit qui étudie les diarrhées d'un fou dans un asile.

Si cet ouvrage extravagant ne contient la plupart du temps que des élucubrations incohérentes, il n'en est pas moins une précieuse mine de renseignements sur les idées de Sartre. Genêt, étant voleur et sodomiste, apparaît dans ces pages comme un autre exemple de **bâtard**, et, en tant que tel, comme une victime de la société bourgeoise. « Paria d'une société de consommation, les rites qu'il célèbre en secret reproduisent l'acte capital de la société qui l'exclut : il sacrifie, il consomme, c'est-à-dire qu'il détruit. » Genêt est la poubelle qui contient tous les vices auxquels la société bourgeoise s'adonne elle aussi, mais qu'elle refuse de regarder en face — excepté chez quelques individus dont elle fait autant de boucs émissaires. Ces victimes (criminels, anormaux sexuels, meurtriers) acceptent en général le rôle qui leur a été assigné, ils ont conscience de représenter le mal, ils se rependent et essayent de s'amender pour s'aligner sur les préjugés qui ont cours dans la société. C'est ce que ne fait pas Genêt. Selon Sartre, son principal mérite consiste à regarder ses mauvais penchants comme parfaitement naturels, ce qu'ils sont en effet ou plutôt ce qu'ils devraient être dans une société parfaitement libre. La bourgeoisie est ainsi défiée en permanence par Genêt et confrontée à sa propre liberté de commettre comme lui des actes interdits sans aucune contrainte, puisque Genêt est la preuve vivante que de tels actes ne sont pas commis seulement par ceux qu'elle

rejette dans la catégorie des criminels. Tentation permanente, Genêt prend le bourgeois et lui met de force le nez dans son hypocrisie et dans sa mauvaise foi.

Jean Genet perce la baudruche de la respectabilité et de la bonne conscience bourgeoise comme le faisaient Antoine Roquentin au musée municipal de Bouville et Mathieu Delarue quand il tirait sur les soldats allemands du haut du clocher. Nous devons écouter Genêt, écrit Sartre en conclusion, parce qu'il dénonce énergiquement la solitude, les sophismes, les hontes et les fautes qui sont le lot de chacun de nous. En d'autres termes, il démasque notre ignoble condition d'hommes en choisissant librement un scandale qui a une valeur symbolique, une vie que nous n'osons pas regarder en face, et encore moins choisir. Ce que nous « n'osons pas regarder en face », ce n'est pas nos vices, mais, au contraire, notre liberté de faire tout ce que nous voulons sans justification, sans punition ni récompense. Tout acte est une valeur en soi, et pourtant, la société a décidé que certains actes étaient **bons** et que d'autres étaient **mauvais** : elle a inventé une morale qui met les **mauvaises actions** hors la loi. Dans la vision de Sartre, cela signifie que les hommes véritablement libres sont, dans une société de contrainte morale, c'est-à-dire dans une société privée de liberté, des criminels comme ce Genêt qui non seulement commet des actes interdits mais choisit librement une vie infamante. Indirectement, de tels hommes nous montrent la voie vers une sorte de société qui ignore le mal, non parce que le mal n'existe pas, mais parce que personne ne le définit.

Une telle société serait un monde moralement neutre où le bien et le mal auraient disparu parce qu'ils n'ont pas d'importance. Mais la combinaison du message de **Qu'est-ce que la littérature ?** et du livre sur Genêt dépasse les considérations morales et nous introduit à une doctrine de la connaissance. La société bourgeoise avec sa mauvaise conscience nous empêche de connaître la réalité. Dans une telle société, il ne peut y avoir de **connaissance parce que** l'objet et le sujet sont irrémédiablement séparés, ils sont enfermés l'un et l'autre dans les termes d'un conflit sans issue. La libération de la société hors de la dictature de la bourgeoisie, entreprise dans laquelle les écrivains, pionniers dans

le domaine de la connaissance, sont au premier rang, signifie aussi la libération de la véritable connaissance hors du réseau des tabous, de la mauvaise foi, du mensonge et des préjugés, qui la déforme et la masque.

Ainsi la haine de Sartre pour la bourgeoisie qui inspire toute son œuvre est une haine philosophique, une haine froide, et non la répulsion incontrôlée qu'on peut avoir vis-à-vis de tel groupe concret : et elle est d'autant plus violente et implacable. La bourgeoisie, à ses yeux, n'est pas simplement une détestable classe sociale, elle ne représente pas seulement une odieuse mentalité : elle est un obstacle capital sur la route qui permet d'arriver à une conscience complète.

Thomas MOLNAR

François DUPRAT

La Bataille pour Budapest (1944)

La Marche vers Budapest.

La Hongrie n'était rentrée qu'avec réticence dans la guerre contre l'Union Soviétique. L'amiral Horthy avait d'ailleurs pris grand soin de ne pas se couper totalement des puissances occidentales, tout en menant sans trop de vigueur les hostilités contre la Russie.

Au début de l'offensive allemande, la Hongrie fournit un « Groupe des Carpathes » (Szombathelyi) de trois brigades qui s'empara de Kolomea. Durant la campagne de 1942, une IIe Armée Hongroise (Jany) servit de flanc-garde à la 6e armée de Stalingrad et s'y fit écharper. Quelques divisions hongroises combattirent ensuite en Ukraine contre les partisans. En mars 1944, devant la menace soviétique et après l'occupation de la Hongrie par les Allemands, une Ire Armée (Lakatos) forte de dix divisions s'installa dans les Carpathes pour lutter contre la ruée bolchevique.

La trahison de la Roumanie, le 23 août 1944, entraîne une menace directe sur la Hongrie. Le Groupe d'armée Ukraine-Sud du général Friessner se désintègre, attaqué dans le dos par les forces roumaines. La 6e armée (Fretter-Pilo) fut à peu près anéantie au nord du col de Buzau, mais des kampfgruppen hâtivement organisés s'efforcent ensuite de verouiller les cols des Carpathes. Des unités SS improvisés commandés par le « Voolksdeutsche » germano-roumain SS obergruppen-

führer Arthur Phelps (commandant du V• SS Geborgskorps : Corps SS de montagne) étayent la résistance des 6 divisions de la 2e armée hongroise (Verres), qui tentent de défendre la Transylvanie. Fébrilement, Freissner tente de lier son aile sud à l'aile nord du Groupe d'armées F (Weichs) qui se concentre autour de Belgrade. Mais la résistance alliée est décapitée par la mort au combat de Phleps le 24 septembre 1944. Le 6 octobre, le 3e Front Ukrainien (Tolboukhine) repousse la 3e armée Hongroise (Heszlenyi) entre Arad et Oradea Mare. La percée russe est bloquée devant Debreczen par deux Panzer divisions allemandes, arrivées en renfort.

Pendant ce temps, Horthy tente de trahir l'alliance et de conclure un armistice avec les Russes. Tandis que le maréchal Farago prend contact avec Moscou le 15 octobre, Horthy nomme le général Ferenc von Farkas, gouverneur militaire de Budapest, afin de briser toute action allemande contre l'armistice qu'il annonce quelques heures après.

Mais instruits par les exemples italien et roumain, les Service Spéciaux allemands ne se sont pas laissés prendre au dépourvu. Des agents du SD (service de sécurité SS) sous le commandement du SS Skorzeny ont kidnappé quelques jours plus tôt le fils de l'amiral Horthy. Ils ont monté un coup de force avec les nationaux-socialistes de la Croix Fléchée du major Ferenc Szalassy.

Par un coup d'audace inouïe, une poignée de SS s'emparent de Horthy, tandis que des commandos Croix Fléchées occupent les points stratégiques de la capitale. Dans un flot de marches militaires allemandes et hongroises, Radio-Budapest diffuse l'appel de Szalassy, annonçant que le combat continue pour la défense de la civilisation chrétienne contre les hordes rouges.

Obéissant à l'appel de Horthy, le maréchal Bela von Dalnoki-Miklos et le général Vöros, chef d'état-major, passent aux Russes avec une partie de la 1re armée (Laszlo). Mais la russophobie traditionnelle et la popularité des Croix Fléchées parmi les cadres subalternes de l'armée font que l'essentiel de celle-ci reste fidèle aux Allemands.

Le gouvernement Bardossy (Szalassy ayant été proclamé « Régent de la Couronne de Saint-Etienne ») mobilise la Hongrie. Rapidement, le nouveau régime crée des milices Croix Flé-

chées en Chemises Vertes. Plusieurs divisions de Waffen SS sont formées avec des militants du parti de Szalassy. Face à l'ennemi héréditaire roumain (passé aux russes) et aux féroces envahisseurs rouges, la Honved (armée hongroise), les SS et les Croix Fléchées, se préparent à mourir pour Budapest.

Les Chemises Vertes écrasent férocement un soulèvement communiste à Kecskemet, tandis que le maréchal Timochenko, tiré de sa disgrâce, coordonne les attaques des 4e (Petrov), 3e (Toolboukhine) et 2e (Malinovsky) Fronts Ukrainiens renforcés des armées roumaines : 1re (Anatasiu), 4e (Avramescu) et 5e (Racovitza). Petrov ne parvient pas à percer la barrière des Carpathes, mais Malinovsky passe la Tisza, tandis que les restes de la 1re Armée Hongroise perdent Ungvar et Czap. La 8e armée allemande (Wöhler) est repoussé de Miskolcz, puis de Keeskemet, affreusement pillée par les Russes.

Quelques jours après, les Russes atteignent les défenses avancées de Budapest. Par une manœuvre habile, Tolboukhine, ayant pris Belgrade le 16 octobre, perce à Pecs le front sud germano-hongrois, afin de tourner la capitale.

La 2e armée (Angelis), hâtivement insérée dans le dispositif allemand, verouille l'espace entre la Drave et le lac Balaton, tandis que les débris des 6e armée allemande et 3e armée hongroise se maintiennent au sud de Budapest. Mais leurs lignes de défense, rapidement fortifiées, sont crevées au nord-est du lac Velence. Des formations de choc rouge (6e armée Blindée de la Garde ; Plyev) contournent le coude du Danube et menacent d'encerclement Budapest.

Le siège de Budapest.

Le 13 décembre 1944, le cercle se referme définitivement sur Budapest. Le SS obergruppenführer Pferer-Wildenbruch, général de police, et ancien commandant du IXe SS Gebirgskorps (13e SS Gebirgsdivision Handschar et 23e SS Gebirsdivision Kama, divisions de montagne de volontaires croates) prit le commandement de la garnison à la tête d'un Xe SS Polizeikorps (8e SS Kavallerie Division Florian Geyer, 22e SS Kavallerie Division Maria-Theresia (Hongrois) et reste de la

33e SS Kavallerie Division (Hongrois)), renforcé de 3 divisions de la Wehrmacht et d'une centaine de milliers de volontaires Croix Fléchées.

Le départ de la capitale des autorités Szalassistes et l'insuffisance militaire du chef SS allemande désorganisent dès le début la résistance. Malgré ce lourd handicap, les défenseurs de Budapest vont se battre avec le même acharnement que ceux de Stalingrad, gardant toujours l'espoir d'être secourus.

Les troupes soviétiques commencent à pénétrer avec prudence dans la ville de Pest, où des barricades et des fortifications de compagne les stoppent rapidement. Bien que disposant d'une écrasante supériorité numérique, les rouges ne vont à l'attaque que sous la protection d'un formidable barrage d'artillerie.

L'état-major allemand s'efforce de sauver la capitale. Dès la fin du mois de décembre, la 6e armée (Balck) et la 2e Pz Armée (Angelis) attaquent à partir de la ligne du Balaton pour atteindre la capitale hongroise. Le IVe SS Pz Korps du SS obergruppenführer Gille (3e SS et 5e SS Pz Div.) forme la tête des troupes de la 2e Pz Armée, qui pénètrent assez profondément dans le dispositif soviétique. Tandis que les IVe (Petrov) et IIe (Malinovsky) Fronts Ukrainiens faisaient face à la contre-attaque allemande, des nombreuses divisions du IIIe Front Ukrainien (Tolboukhine) se ruaient une fois de plus à l'assaut de Budapest.

Dans la ville encerclée, les autorités Croix Fléchées organisent la mobilisation générale, afin de bloquer les attaques des russo-roumains, renforcés par quelques unités hongroises du pseudo-gouvernement de la Hongrie libre de Debreczen (maréchal Miklos). L'état-major Croix Fléchées ne cesse de se heurter aux autorités allemandes, militaires (Pfeffer-Vildenbruch) ou policières (Höhere SS und Polizeiführer SS obergruppenführer Winckelmann), ce qui nuit beaucoup à la coordination des efforts. Le problème juif est le plus crucial : nombre de chefs Croix Fléchées les protègent en les mobilisant dans des bataillons de travailleurs, malgré les protestations des autorités allemandes.

Un certain flottement se produit alors dans la garnison assiégée, qui commence à perdre l'espoir d'être secourue.

Quelques désertions ont lieu, des craquements se font jour dans la volonté de combattre. Les divisions de la Wehrmacht, faites de bric et de broc, certaines milices des chemises vertes, plus ou moins enrégimentées de force, ne mettent qu'une ardeur très relative à se battre. Surtout, le commandement est déplorable. Pfeffer-Wildenbruch, général de police, plus habile à mater des partisans qu'à commander de grandes unités, montre un fâcheux laisser-aller. Son état-major, improvisé, compte une forte proportion d'officiers de police, eux aussi mal adaptés à ce nouveau rôle. Par contre, les chefs des deux divisions de Cavalerie SS, les SS brigadeführer Ruhmor et Zehender (qui vont tomber au combat à la tête de leurs hommes) sont d'excellents entraîneurs d'hommes.

Les Russes progressent, pillant et massacrant. Les incendies ravagent Budapest tandis que Pest devient le bastion de la résistance germano-hongroise. Sans arrêt, la Radio de Szalassy (dont un émetteur émet encore de la ville assiégée, tandis que les autres envoient leurs messages depuis l'Autriche) lance des appels à la lutte contre les « Hordes Rouges ». Le mot d'ordre est lancé : Budapest doit résister, comme au temps de Mattias Corvin, contre l'envahisseur barbare. Le slogan Kitartos (persévérance ; ancien slogan du Parti Croix Fléchée, dans sa lutte légale contre le régime Horthy) devient le symbole de la tenacité hongroise. Les procédés sauvages des Russes transforment la Hongrie en un océan de feu et de sang.

Coupés de la réalité, impavides, Szalassy et ses adjoints tentent d'instaurer la réforme agraire dans les débris de la « Hongrie Nationale », et se montrent incapables de galvaniser leurs troupes contre les rouges. Comme le constate avec aigreur Guderian, responsable de l'O.K.H., lors d'une visite de Szalassy, celui-ci manque visiblement d'énergie et des capacités de chef d'état. Toujours est-il que le gouvernement national hongrois ne peut rien faire pour sa capitale.

Par contre, Hitler veut sauver la ville. Il tient à tout prix à préserver l'Autriche et la Bohême-Moravie, dernières sources en énergie et matières premières du Reich Grand-Allemand. Pour y parvenir, il faut refouler les Russes de Hongrie, voire, si possible, reconquir les champs pétrolifères roumains

de Ploësti. En attendant, les puits de Pétrole du Balaton doivent être sauvegardés, quelque puisse en être le prix.

L'attaque du IVe SS Pz Korps (revenu de Pologne) ne peut entraîner la rupture du front russe. Il est nécessaire d'affecter à l'opération de dégagement de Budapest de nouvelles forces. C'est ainsi que le Führer décide la mutation en Hongrie de la VIe Pz Armée du SS oberstgruppenführer Sepp Dietrich. La VIe SS Pz Armée, forte de quatre divisions blindées (1re, 2e, 9e, 12e, SS Pz Div), avait été fortement étrillée par les Américains dans les Ardennes et il fallait un certain temps pour la recompléter. L'ampleur des attaques aériennes anglo-saxonnes et le manque de carburant étaient d'autres facteurs de retard dans la concentration de ces forces de choc. Malgré les violentes protestations de Gudérian, qui voulait voir affecter ces divisions d'élite en Pologne (où l'offensive russe va se produire le 12 janvier), la VIe Armée reçut le 6 janvier, l'ordre de se rendre sur la ligne du Balaton.

Malheureusement pour les défenseurs de Budapest, il était hors de question que les troupes de Dietrich puissent passer à l'offensive avant le début de février. Il ne leur reste plus donc, en ce début de janvier, un mois après le début du siège, qu'à se débrouiller tout seul. La Luftwaffe fait, cependant, des efforts désespérés pour leur apporter un minimum d'aide, malgré le puissant barrage d'avions et de DCA que lui opposent les Russes. Les stocks de la capitale hongroise sont suffisants et les tragédies de Stalingrad ne s'y renouvellent pas.

Les SS hongrois transforment l'île centrale de CSESPEL, sur le Danube, en une véritable forteresse. Tous les assauts des Russes viennent s'y briser, malgré un écrasant bombardement par Stormovicks (avions d'assaut), Katinschkas (rampes de fusées), canons lourds et mortiers. Au début de janvier, des unités de choc russes vont débarquer dans la pointe nord-est de l'île et parvenir à l'y maintenir, malgré les contre-attaques hongroises. Peu à peu les Russes progressent, refoulant vers l'ouest les combattants de l'île Pfeffer-Wildenbruch tente sans grande conviction d'aider les défenseurs de Csespel, puis y renonce, les quelques embarcations envoyées étant détruites par l'artillerie soviétique.

Dès lors, il n'y a plus de résistance coordonnée dans la

ville. Chaque quartier, chaque bloc voire chaque maison, lutte pour son propre compte, sans trop s'occuper de ses voisins. L'état-major allemand est devenu parfaitement incapable de se faire obéir de ses subordonnés. Dans une ambiance de fin du monde, des excès divers sont commis par les nombreux éléments douteux de la garnison. Plusieurs unités refusent de se battre, des soldats pillent ou s'enivrent et l'état-major se montre incapable de mettre un terme à de tels actes. Mais l'essentiel des soldats de la garnison reste fidèle à son devoir.

Dans la ville à feu et à sang, le diplomate juif-suédois Wallenberg multiplie les tractations avec les SS et les Croix Fléchées, qui se montrent près à négocier avec lui le sort de la communauté juive de la capitale. Mais Wallenberg est aussi un agent des Services Secrets américains et les Russes le liquideront dès la prise de Budapest.

A la fin de janvier, la situation des assiégés est totalement désespérée. Seuls, quelques points forts (le Parlement, la Caserne Marie-Thérèse) repoussent tous les assauts des Russes.

Pendant ce temps, la VIe SS Pz Armée s'est concentrée le long de la ligne du Balaton. Franchissant le Hron, elle part à l'attaque le 6 février, créant une large poche dans le secteur du IV Front d'Ukraine. Les Russes remontent aussitôt leurs réserves, la 6e Armée Blindée de la Garde bloque net l'assaut des 1re et 12e divisions SS de chars, qui doivent se replier derrière le Hron.

Budapest n'a plus aucun espoir d'être dégagée. Certes Dietrich tente de mettre sur pied une nouvelle contre-offensive, quémandant pour cela des renforts à l'OKH (celle-ci lui accordera en mars la 16e division SS « Reichsführer SS » et des fractions de la 37e division SS de cavalerie « Lutzow »). Mais il lui faut plusieurs semaines pour démarrer une action tant soit peu conséquente.

Refusant la capitulation devenue inéluctable, 2.000 Waffen SS allemands, volksdeutsche et hongrois des 8e et 22e divisions de cavalerie se rassemblent pour effectuer une percée. Divisés en petits groupes de combat, ils s'infiltrent au travers des lignes soviétiques. Alors commence une prodigieuse anabase. Au travers d'un pays dévasté et ensanglanté, par-

couru par les bandes pillardes de l'Armée Rouge, les commandos SS progressent plus ou moins rapidement. Certains sont anéantis par les troupes ennemies, d'autres réussissent à franchir tous les obstacles. La maille des troupes rouges est encore assez peu serrée et finalement 780 Waffen SS parviennent dans les lignes germano-hongroises, ayant échappé à l'étreinte mortelle des Soviétiques.

Leurs camarades, eux, n'ont plus qu'à mourir ou à se rendre. Malgré les protestations des chefs Croix Fléchées, qui savent quel sort leur réservent les rouges, Pfeffer-Wildenbruch entame les négociations avec les Russes par l'intermédiaire de Wallenberg. Les Russes exigent une capitulation sans conditions.

Le 13 février, après de longues tergiversations, ayant perdu tout espoir, le général SS capitule et l'Armée Rouge défile en vainqueur dans la ville conquise. Trouvant le nombre de prisonniers insuffisants, les Russes raflent les civils et les expédient dans des camps de prisonniers, en Union Soviétique. Des hordes guerrières, ivres d'alcool, pillent et violent dans la ville anéantie, tandis que les quelques membres du Parti communiste hongrois s'installent dans la capitale pour court-circuiter leurs alliés « bourgeois » du gouvernement de Debreczen. La radio de la Hongrie Nationale annonce lugubrement la chute de Budapest, qui sonne le glas du régime Szalassy. Les troupes allemandes auront beau repartir à l'attaque à la fin de mars, elles iront à un nouvel échec. Au début avril, les Russes balanceront les restes de la Hongrie Szalassyste et envahiront l'Autriche. Quant aux chefs du régime Szalassy, ils mourront pendu, un an après, face au Danube. Szalassy périra bravement, en chemise verte et faisant le salut fasciste, tandis que le premier ministre Bardossy s'écriera avant de mourir : « Que Dieu débarrasse la Hongrie de cette racaille ». La Hongrie de la Croix Fléchée finissait ainsi mieux qu'elle n'avait vécu.

François DUPRAT

Pierre FONTAINE

La Vraie Révolution Agricole n'est pas le plan Mansholt

Jadis, quand le fermier faisait son beurre avec son lait, la matière grasse enlevée le résidu dit « petit lait » était versé dans l'auge pour engraisser les cochons. Aujourd'hui, le « petit lait » est absorbé par les cochons... de citadins. On n'écrème pas le lait au maximum c'est entendu et au besoin, certains « sirops » redonnent une consistance décente au petit lait vendu comme lait. Il y a des milliers de tonnes de beurre en excédent dont on ne sait quoi faire, qui est payé 8,70 F le kg au producteur et négocié entre 1,30 et 1,50 F (le « cours mondial » de cartel) à l'exportation jusqu'au Japon (le bon beurre français vaut actuellement, au détail, 2,50 F le kg à Casablanca, moins cher que la margarine vendue en France du trust Unilever).

Cela n'est qu'un petit détail de la pagaille agricole européenne dans un monde « qui a faim ». Interdisez l'écrémage du lait, et l'océan des matières grasses sera résorbé ; oui, mais les affaires en or des trusts — petits et grands — laitiers risqueraient de péricliter.

Les éleveurs de porcs français se plaignent de la baisse des cours, mais nous allons importer 10.000 tonnes de porcs chinois, pour la plupart nourris avec les excréments et soumis à une endémique peste porcine. Les Chinois n'ont peut-être pas trop à manger, mais il est impérieux que les livrai-

sons industrielles à la Chine soient payées en quelque chose; pourquoi pas sur le dos du cultivateur français ? Cela dure depuis quelques lustres avec d'autres pays, il n'y a pas de raisons pour que les combinaisons de l'import-export s'arrêtent; les paysans se laissent si bien tondre par tradition !

La campagne antiagricole a pris de l'ampleur en 1963. En 1968, elle atteignit un sommet avec le slogan : l'agriculture coûte 1 milliard par jour au budget général pour le soutien de ses cours, « **autant que la guerre d'Algérie** » remarquèrent les impudents, alors il faut supprimer la surproduction. Comment ? En adoptant le plan Mansholt, qui ne fut pas une surprise pour les gouvernants français, comme on le prétendit, mais une tentative concertée dont on préféra laisser l'initiative et la paternité à un diplomate étranger. Résumons-le : un agriculteur sur deux doit abandonner la terre, et les emblavements réduits autoritairement. Cela dans les dix années au maximum qui viennent. C'est simple et même simpliste, mais il fallait y penser. A nous de dénouer quelques ficelles puisque, d'autre part, on développe et multiplie les écoles d'agriculture dont il serait bon de prévoir leur transformation en logements.

Car les 3 ou 4 millions de paysans enlevés à la terre se dirigeront vers les cités. La France manque de 3 ou 400.000 logements et compte déjà environ un demi-million de chômeurs dont le nombre ne peut qu'augmenter avec le développement de l'automatisation. L'ensemble peut coûter plus d'un milliard de francs par jour, sans compter la dégradation du climat social et l'insuffisance des établissements hospitaliers en ville. Ce régime administre un présent sans trop s'occuper des répercussions à échéance au moment précis où sont augmentées les allocations familiales pour favoriser une natalité... qui baisse régulièrement alors que l'usage de la pilule est encore restrictif. Les technocrates avaient confondu la repopulation et l'immigration...

L'heure des paysans, que nous avons publié aux **Sept Couleurs**, demeure valable pour les problèmes de fonds agricoles qui se sont aggravés puisque rien de concret et de sérieux n'a été entrepris dans ce domaine. Il fallait heurter de grands intérêts, le **business** et son emprise sur l'alimentation, production en constante absorption qui procure des profits

constamment renouvelés. Même M. Pisani, lorsqu'il était ministre de l'agriculture, ne s'attaqua pas à la vraie question agricole : **le retour à une production normale par la qualité.** Les concentrations agricoles, contrairement à ce que l'on croyait, n'ont peut-être pas œuvré dans un sens bénéfique pour l'ensemble des agriculteurs, et des coopératives ont eu des histoires désolantes...

Quand le Marché Commun agricole fut décidé, nous fûmes les seuls à nous insurger non contre son principe, mais contre sa conception et la presse agricole, y compris des amis s'insurgèrent. Il nous paraissait illogique de lier les cours des produits à une échelle similaire dans six pays, alors que les impôts et charges sociales pesaient différemment sur les prix à la production. Cette vérité se démontra amplement avec les mesures démagogiques françaises depuis juin 1968. Alors que les prix pratiqués en France par décisions officielles (grains, betteraves, produits laitiers) stagnaient aux derniers échelons du barème des Six, l'Etat institua des charges **obligatoires** (calamités agricoles, assurance des exploitants contre les accidents et « maladies professionnelles » (?) qui vinrent s'ajouter aux assurances vieillesse, maladie et autres, sans oublier la T.V.A. Puis, la main-d'œuvre agricole fut majorée de 51 % d'un seul coup ; après avoir promis la non-répercussion sur les A.S., depuis octobre dernier, l'ajustement a été fait, en y ajoutant **l'obligation** de la retraite complémentaire pour les salariés agricoles mais payée en partie par l'agriculteur. **En résumé, c'est en toute connaissance de cause que fut accablé un « malaise paysan » connu de tous.** Premier résultat immédiat ? La C.F.D.T. (section salariés agricoles) annonça, dès la fin de 1968, le licenciement de 60.000 ouvriers de la terre. (Ce n'est qu'un début). Tout cela était prévisible avec un minimum de pratique d'économie politique.

Puisqu'il faut liquider un terrien sur deux, le procédé employé est astucieux : acculer l'agriculteur à la faillite, donc l'obliger à quitter volontairement son exploitation... ce qui vaut mieux que de risquer des coups de fusil en cas d'expropriation forcée. La méthode vient en période d'autant plus propice que l'agriculture est endettée à 80 % de la valeur de sa production totale annuelle au Crédit Agricole et dans les

banques spécialisées. Il n'est pas farfelu de subodorer des conséquences tumultueuses de ces agissements technocratiques.

En supprimant le Smag au profit du Smig, on a voulu faire du paysan un « citoyen à part entière » mais seulement pour payer, une sorte de supercontribuable, car on ajoute sans retrancher. Par exemple, un homme de la ville n'est pas soumis à l'obligation de l'assurance « maladie professionnelle » ; propriétaire ou copropriétaire, s'il n'emploie pas de domesticité, ne verse rien aux allocations familiales tandis que le petit exploitant agricole sans personnel demeure astreint à cette prestation ; un retraité quel qu'il soit touche sa pension sans retenue, mais un retraité agricole continue à payer une cotisation-vieillesse cadastrale qui n'augmente en rien sa dérisoire retraite. Cela, tout le monde l'ignore, surtout, et y compris les ministres de l'agriculture. La campagne est parcourue par des mauvais vents.

Les pays sans démagogie, sans étatisme outrancier, ne pratiquant pas ces surenchères, peuvent conserver des taxations stables et rémunératrices pour les producteurs. Quand les cultivateurs français réclamèrent une harmonisation de leurs prix de vente avec les charges nouvelles, on leur répondit hypocritement que les cours étant fixés internationalement, il ne pouvait être question de les modifier unilatéralement. Exactement notre argument lors de la création du M.C. agricole. Les paysans sont pris au piège tendu par leurs leaders syndicalistes qu'ils soient de la F.N.S.E.A., du C.J.A. ou de n'importe quel autre organisme qui, ne sachant plus comment se tirer d'affaire, se déclarent favorables au plan malthusianiste de Mansholt. La compétence se mesure aux résultats.

Il y a abondance, il faut s'en sortir d'une manière ou d'une autre, dira-t-on. Bien sûr, et dans notre numéro spécial sur les paysans, nous avions indiqué des remèdes, toujours valables, mais qui, hélas, bousculent des intérêts de cartels (petit « Chicago » français, farine imputrescible, etc...). Il y a d'autres solutions car, depuis, nous avons appris à connaître la vie et les travaux du savant noir, le biologiste américain G.-W. Carver. Cet homme se dévoua pour enseigner des méthodes agricoles rapidement efficaces à ses frères de couleur sous-

alimentés sur les terres du sud brûlées par les engrais des champs de coton détrônés par les tissus synthétiques. L'abondance devint telle qu'il dut se pencher sur autre chose pour résorber les surplus sans détruire un moyen de vivre. Carver chercha et trouva le moyen de transformer des produits alimentaires en produits industriels, y compris les plastiques ; et des usines vinrent se construire au milieu des plantations. Dix fois, j'ai posé la question à des responsables de l'agriculture : « **Connaissez-vous les travaux de Carver ?** » Nom complètement inconnu des technocrates qui ne retiennent que celui de Malthus. En 1967, le gouvernement Pompidou autorisa les industries pétrolières à fabriquer de l'alcool synthétique à partir du pétrole ; grave concurrence pour les alcools agricoles de vin et de betterave. Depuis 1968, à Lavèra, près de Marseille, fonctionne une usine qui fabrique, toujours à partir du pétrole, des biscuits protéinés dans un pays qui crève sous l'abondance de blé. Un savant japonais vient de découvrir le procédé pour tirer du sucre du pétrole, alors que le sucre naturel est en surproduction mondiale. Tout cela n'est qu'un début ! Qu'importe que le pétrole soit cancérigène, on fera des quêtes publiques pour animer les recherches contre le cancer. Il y a des farceurs au gouvernement.

Peu de personnes ont encore réalisé que l'offensive pour une alimentation industrielle se développe. L'industrie donne des bénéfices appréciables, mais non l'agriculture dont les produits, moteurs de la vie, ne furent jamais cotés à leur valeur réelle. Voici un exemple récent qui fera comprendre les dessous du plan Mansholt réclamant le massacre des vaches laitières.

Les Etats-Unis sont actuellement soumis à la conquête du lait de synthèse. Des protéines d'origine chimique, un extrait de cophrah, un sirop de maïs et, les fermiers américains eux-mêmes, au cours d'un de leurs congrès, ne purent distinguer le lait de synthèse du lait naturel. Une partie du marché américain vend ce lait « frais » en boîte qui coûte moins cher que le lait de vache ; des administrations l'imposent par mesure d'économies. N'ayez crainte, vous le verrez

en Europe quand le plan Mansholt fera sentir ses effets de désertion. On oublie trop que la C.E.C.A. n'eut que le but, non avoué au départ, de « tuer » la houille européenne pour permettre le développement de l'utilisation des produits pétroliers, **opération réussie grâce aux subventions distribuées par la C.E.C.A. aux partis politiques des pays adhérant soutenant la politique favorable à la Communauté européenne du charbon et de l'acier.** L'Europe se suffisait à peu près en charbon, mais elle ne produit que 3 % de ses besoins en pétrole...

Dans son dernier livre, **le Secret des Dieux,** Henry Coston consacre un chapitre à l'agriculture mise en coupe réglée par les cartels et la haute finance. Nous le signalons, car il est bon de ne pas être seul à dénoncer des manœuvres et des abus qui mettent en péril la seule (et unique en Europe) richesse de la France : son éventail agricole complet, puisque, répétons un truisme : l'homme se passera rigoureusement de tout sauf de manger. Or, notre sol produit **l'indépendance des ventres** alors que le **business** international veut la faire dépendre d'une alimentation industrielle **importée.**

Le plan Mansholt constitue une double hérésie. A-t-on le souvenir du gel de l'hiver 1956-57 ? L'année précédente, un autre technocrate, Pierre Mendès-France, alors chef du gouvernement, avait décidé l'arrachage des vignes (payé) et la réduction des emblavements betteraviers. Les récoltes désastreuses obligèrent la France à acheter des semences à l'étranger, du sucre à l'étranger, et à courir pendant trois ans après tous les producteurs mondiaux de vins pour assurer les besoins de la consommation nationale. Achats en devises étrangères plus ou moins lourdes !

Autre aspect « moral » du fameux plan. La plupart des Français d'Algérie rapatriés ne connaissant que l'agriculture, se rétablirent sur la terre métropolitaine **avec les milliards prêtés par l'Etat français.** Cela ne date que de 1963. L'apport agricole de ces derniers fut considérable ; ils créèrent des cultures nouvelles, transformèrent des friches en terres fertiles, développèrent considérablement le cheptel. Et, après avoir été mis à la porte de chez eux, on leur dirait maintenant, au nom du plan Mansholt, qu'un sur deux doit aller faire inscrire au bureau de chômage de la ville ? Certes, nous

savons que le régime n'aime pas beaucoup les agriculteurs et que Michel Debré, alors premier ministre, supprima l'indexation agricole, mais cherche-t-on (avec l'aide du Modef) à provoquer de vraies jacqueries, justifiées, celles-là ? Politique du chien crevé dans tous les comportements de l'agriculture.

Le professeur Gauthier et d'autres de ses éminents collègues multiplient les cris d'alarme contre une alimentation « empoisonnée » ; la quantité devenant indispensable pour joindre les deux bouts, l'usage des engrais chimiques s'intensifie, des engrais souvent toxiques que la cuisson des aliments ne suffit pas à rendre inoffensifs ; engrais industriels insuffisamment contrôlés par les services de l'hygiène. Aliments de synthèse aussi pour des volailles, des veaux, à rendement supérieur au développement normal avec une alimentation naturelle. La santé publique y trouve-t-elle son compte ? Une production saine, mieux payée, n'éviterait-elle pas une abondance dont les effets, à plus ou moins longue échéance, encombrent les hôpitaux et grèvent le budget des A.S. ?

La surproduction de blé est vendue à l'étranger 40 % moins cher que le prix payé au céréaliculteur (toujours les « cours mondiaux » de cartels favorisant le sous-développement des producteurs exotiques et enrichissant les organismes d'affaires spécialisés, dont plusieurs grandes banques). En France, on consomme de moins en moins de pain et la T.V. est obligée de se livrer à une propagande filmée en faveur du « bon pain de France », propagande rigoureusement inefficace. D'abord, le prix du pain est un scandale en France (les fonds de boulangers et de pharmaciens figurent en tête de la liste des petits commerces). Ensuite, les médecins le déconseillent pour son action néfaste sur le foie ; peut-être le pain retrouverait-il sa faveur si l'on revenait au levain à la place de la levure, à la cuisson complète et non « à la pâte saisie au four », au pain cuit au four à bois et non au four à mazout (l'ancien ministre de la Santé publique Marcellin, fin 1963, a ordonné la disparition progressive des fours à mazout, les vapeurs cancérigènes ayant tendance à s'intégrer dans le pain ; décret non appliqué puisqu'il se heurtait à l'abandon d'un produit pétrolier. Bref, ces inconvénients ne sont pas sans

répercussions sur une moindre consommation du pain donc du blé dont ne savons que faire. A qui la faute ? Les engrais employés en céréaliculture augmentent le volume d'un blé qui n'est pas de la meilleure qualité puisque l'étude spécialisée que nous venons de lire constate que le « blé trop poussé » a des grains trop chargés en amidon et d'une teneur telle que sa panification s'accorde mal avec la santé. Alors, pourquoi pas un blé mieux payé, mais cultivé selon des normes qui ne favorisent pas les interventions médicales et les cures ? Trop de blé, pourquoi autorise-t-on les biscuits pétroleux de Lavèra ?

On persiste à ignorer le soja, cette panacée alimentaire qui donne aussi des matières plastiques supérieures à toutes les autres (essais Ford). Pourquoi importe-t-on la presque totalité des potages préparés en sachets composés de légumes déshydratés ? Où sont les usines françaises de déshydratisation de produits alimentaires qui vaudraient peut-être mieux que les viandes américaines atomisées pour en détruire toutes les bactéries et ainsi remplacer les méthodes de conserverie ordinaires ou non dangereuses ? etc., etc. Pas de recherches, loi du moindre effort et un ministre de l'agriculture qui applique déjà le plan Mansholt avec un « budget social de reconversion ».

La question agricole n'est pas épuisée ; nous reviendrons sur la lourdeur de l'appareil administratif, complice des trusts — depuis le ministère aux mutuelles départementales — qui chapeautent l'agriculture et la jugulent tout en vivant à ses crochets. En France, trop gagnent plus d'argent que le paysans sans courir ses risques et avec moins de sueur. Devant tant de baratins intéressés au massacre de l'agriculture française qui, disparue, favorisera l'import, il fallait dire les dessous du plan Mansholt déjà accepté plus ou moins naïvement pour les incompétents et les maquereaux de l'agriculture. Le plan Mansholt n'est qu'une méthode de remise en servage des paysans, des électeurs qui comprennent trop lentement le vent d'une certaine Histoire.

Pierre FONTAINE

W.-P. ROMAIN

Pour ou contre Teilhard de Chardin

S'il va de soi que Teilhard de Chardin est inséparable du contexte chrétien dans lequel s'est déroulée sa vie et qui a nourri son œuvre, il faut bien aussi admettre que ceux qui le jugent ne devaient pouvoir se dispenser de prendre en considération le fait qu'il fut prêtre, catholique romain, jésuite. Or, à en juger par les interprétations multiples et divergentes de sa pensée, par la diversité des thèses et des écoles qui s'en réclament, on est tenté de supposer un oubli voire une négation systématique de son état. Dès lors, il faut se demander si la querelle née autour de Teilhard est motivée, ou si elle n'est qu'une mauvaise querelle. Pour éclairer le débat, il semble que l'étude de la signification des mots, dans ses écrits, est un élément capital de son approche et que toute investigation à son propos doit partir d'un point de vue sémantique.

Au terme d'un jugement condamnant radicalement, comme antichrétienne, la construction évolutionniste teilhardienne, un théologien sûr, le R.P. Guérard des Lauriers, a observé : « Il faut, pour cela, passer au-dessus de beaucoup d'expressions tout à fait insolites et notamment ne pas prendre au sérieux le premier article du credo évolutionniste de Teilhard », ajoutant plus loin : « On trouve tout dans Teilhard, mais on n'est jamais assuré de ce dont il s'agit », opinion qui sera évidemment discutée et utilisée par chaque faction contre les autres.

En fait, il convient moins de savoir si la querelle évoquée est bonne ou mauvaise que de vérifier si l'exploitation de la pensée teilhardienne par des intellectuels athées ou indifférents est justifiée et si oui, pour quelles raisons véritables. Entendons bien, cependant, qu'il ne s'agit pas de discuter la valeur des enseignements généreux de Teilhard sur le plan scientifique, ni sur le plan théologique ; il ne s'agit pas davantage de confronter les positions adoptées à son égard par certaines instances ecclésiastiques. Plutôt, il y a lieu d'éclairer les raisons de la confusion qui paraît s'être produite et avoir été savamment entretenue quant aux intentions de Teilhard, confusion ayant provoqué les jugements violents ou les adhésions enthousiastes de la part des milieux les plus divers, parfois d'égale bonne ou mauvaise foi.

Nombreux sont les catholiques « conservateurs » (qui ne sont pas tous, comme on le dit péjorativement, des « intégristes », au contraire de l'opinion admise), escortés d'ailleurs par quelques « libéraux », qui assurent que Teilhard a mélangé les idées et confondu les plans (le divin, l'humain). Et s'il n'avait désiré que simplifier ? Résumer, exposer analytiquement au moyen de tableaux et de schémas, cela suppose un certain choix, la nécessité de raccourcis, mais cela n'exclut ni les prolongements ni les démonstrations. Si Teilhard semble avoir négligé ce souci de passer du synoptique au synthétique, ce n'est pas pour autant qu'il en ait ignoré l'utilité, c'est plutôt qu'il n'y voyait que des alourdissements de sa démonstration. D'où cette imprécision, qui s'aggrave à mesure qu'il touche à des problèmes de plus en plus complexes et alors même qu'il se refuse, peut-être par désir de ne pas trahir la vérité, à freiner l'exposé de sa découverte, pressé qu'il est par l'expression spontanée de la perception qu'il en a.

Cette hâte de conduit à adopter un vocabulaire critiquable parce qu'imprécis, abondant en néologismes frisant le barbarisme. Admettons-le au bénéfice d'un effort de renouvellement de la langue savante, d'une recherche propre à provoquer un choc générateur d'idées neuves, d'ouvertures inédites. En fait, force est de constater que ces imprécisions, ces audaces linguistiques ont favorisé les interprétations les plus audacieuses, les plus insensées, d'exposés dont n'ont été retenues

le plus souvent que les hypothèses qu'ils formulaient, non pas les certitudes vers lesquelles ils devaient conduire ultérieurement.

C'est bien là le motif d'abord d'une mise en garde du défunt Saint-Office, datée du 6 décembre 1967, puis, le 30 juin 1962 d'un « monitum » qui fit quelque bruit, à propos duquel il est opportun de souligner qu'il s'agit d'un avertissement très sérieux et que :

— il ne porte pas de jugement sur le plan des « sciences positives »,
— il parle d' « ambiguïtés » et d' « erreurs graves » uniquement sur le plan philosophique et théologique,
— il ne condamne ni n'interdit mais se borne à inviter nettement les évêques et supérieurs religieux à « mettre en garde » les esprits, particulièrement les jeunes.

Voici donc un premier point tranché : l'œuvre de Teilhard de Chardin est très sévèrement jugée par Rome, elle n'est pas condamnée « au maximum ». Il n'a pas été question de mise à l'index, ses livres n'ont pas été envoyés au pilon. Simplement, il est dit qu'ils ne doivent être abordés que par des esprits réfléchis et préparés à cette approche. C'est assez énoncer, il semble, que l'Eglise n'a pas eu l'intention d'éliminer ce suspect, de trancher ce membre gangrené : elle s'en est tenu à un « très grave » avertissement, plus solennel que celui de 1957 qui avait pour but d'éviter les « erreurs d'interprétation ». La publication, depuis lors, de nombreux écrits du Père, encore inédits en 1957, a suscité un renouveau de curiosité et aussi de délire interprétatif, sans que Rome ait paru autrement s'en émouvoir depuis 1962.

Ce point de vue n'est d'ailleurs pas partagé par certains catholiques. Ainsi, M. Jean Madiran, dans sa revue « Itinéraires » (1) estime quant à lui que « l'Eglise ne peut prononcer de plus grave « condamnation » que celle prononcée à l'égard de Teilhard ». En droit comme en fait, cette appréciation a été jugée discutable : le droit canon offre (offrait) au Saint Office des possibilités de sanction beaucoup plus infâmantes, définitives que celle que comportait le « Monitum ».

(1) N° 77, novembre 1963.

Il en va de cette opinion comme d'autres commentaires et critiques du teilhardisme : elle est parfaitement respectable et vraisemblablement fondée, dans un contexte religieux. Elle n'échappe pas au défaut des arguments soutenant toute défense et illustration d'une œuvre de l'esprit.

*
* *

Un savant qui fut aussi un penseur, un homme de sciences qui fut en même temps un philosophe, Claude Bernard, écrivait : « L'homme est fait pour la recherche des causes premières et finales » : assertion optimiste qui s'applique parfaitement à Teilhard. Car son finalisme est une construction résultant d'une double thèse, biologique et philosophique, servie par la langue peu sûre d'un savant qui était sans doute formé à la biologie, mais surtout à la paléontologie, à la géologie, et qui était devenu un anthropologue et sinologue réputé. Mystique à sa façon, métaphysicien, cet homme de grand savoir voulait être lu et entendu comme on lit et comme on entend un homme de sciences : il le dit lui-même dans l'introduction au « Phénomène humain » (que les éditeurs ont placé en tête de son œuvre publié) (1) : « Le livre que je présente ici demande à être lu non pas comme un ouvrage métaphysique, encore moins comme une sorte d'essai théologique, mais uniquement et exclusivement comme mémoire scientifique ».

A ce point commence le désaccord, le langage de Teilhard n'étant jamais tout à fait celui d'un scientifique, ne serait ce que par l'effet d'un lyrisme qui éclate à chaque page et gâte tout au moins aux yeux des gens de science.

Car, lorsque dans ce même ouvrage, Teilhard écrit que l'avènement du Christ a eu pour effet de « suranimer la montée générale des consciences dans laquelle il s'est inséré » ou bien : « Une grande famille, le Royaume de Dieu ? Oui, en un sens. Mais en un autre sens aussi, une prodigieuse opération biologique : celle de l'Incarnation rédemptrice », on se trouve évidemment plus près de Malebranche ou de Péguy que de Claude Bernard. L'expression littéraire du sentiment

(1) Ed. du Seuil.

chrétien et a fortiori celle de réflexions d'ordre scientifique rapportées à l'ordre religieux comporte d'énormes risques. A lire assidûment Teilhard, on est tenté de conclure qu'il n'eut guère le souci de s'attacher à une forme d'une rigoureuse orthodoxie tant au regard de la science qu'au regard de la religion.

Ainsi, encore, dans une lettre à son savant confrère et ami très estimé, le R.P. Leroy ; à propos de la « frustration spirituelle des chrétiens modernes » : « Voilà pourquoi il me paraît si primordial, si fondamental de refuser la christologie et de déployer devant le monde ce que j'appelle le Christ-Universel ».

Cette expression « Christ-Universel » ne se comprend que si le lecteur sait ce qu'est l'Univers pour le Père. Mais de bons esprits ont vu immédiatement dans cette « image » le symbole d'une sorte d'œcuménisme — dont la notion, au demeurant, n'était certainement pas étrangère à Teilhard, lequel se bornait à proposer là un Christ intelligible au plus grand nombre. De même « Christifier » : le profond désir du Père de « christifier » le monde scientifique, l'Evolution, le Cosmos, le « créé », désir qu'il manifeste à plusieurs reprises, a pu légitimement faire penser à une transposition hérétique du personnage du fils de Dieu, a pu faire croire à une intention de « libération de la pensée catholique » (la formule est également de lui) que d'aucuns n'ont pas manqué de traduire par : intention de bouleverser les bases de la religion chrétienne et de la soustraire à l'autorité ecclésiastique.

Il faut convenir que ce « Christ tout en tous » se prête sans sollicitation aux gloses, facilitées au demeurant par bien d'autres déclarations fondamentales, comme celle, par exemple qui ouvre « Le milieu divin » : « Ce livre (...) est écrit pour les mouvants du dedans et du dehors, c'est-à-dire pour ceux qui, au lieu de se donner pleinement à l'Eglise la côtoient ou s'en éloignent, par espoir de la dépasser » : on ne saurait mieux suggérer l'ouverture propice à la fuite ! Ce Christ-Universel, dont Teilhard fait le « Christ-Evoluteur » par un processus de métamorphose qui conduit droit sa panthéisme, ce Christ n'est plus celui vers qui le croyant tend et s'élève. Ce n'est plus le Christ des origines, le Dieu

révélé, mais un Christ identifié au monde. C'est à ce point que la confusion se produit communément : entre Oméga, point de convergence du monde selon Teilhard, et le Christ, objet de la convergence des aspirations et des prières de ceux qui croient. Ce n'est par tout à fait la même chose et il fait savoir distinguer.

Sans doute, cette audace n'empêche nullement le P. Teilhard de s'affirmer (en 1951, dans une lettre au T.R.P. Janssens, alors supérieur général des Jésuites) : « plus irrémédiablement lié à l'Eglise hiérarchique et au Christ de l'Evangile que je ne l'ai jamais été à aucun moment de ma vie », mais il reconnaît et ceci est d'une extrême importance selon nous : « ma mission du christianisme est prématurée ou incomplète et (...) par suite elle ne saurait être diffusée présentement sans inconvénients » : bel épigraphe dédié à ses éditeurs !

Après cette honnête mise en garde, on peut rappeler que Teilhard était si peu assuré d'exprimer clairement ce qu'il croyait entrevoir, si convaincu de l'obligation morale de prévenir toute interprétation hâtive de tels de ses aperçus provisoires qu'il indiquait, dans « L'étoffe de l'Univers » : « Ainsi, une fois de plus, je veux essayer d'atteindre et d'exprimer, un peu plus outre, le fond toujours fuyant de ce que je sens, de ce que je vois, de ce que je vis ». Ou encore, dans « Genèse d'une pensée », lorsqu'il avoue, toujours avec ce souci d'être absolument honnête aux yeux des intellectuels : « Ce qui est délicat, je m'en rends compte dans mes essais ; ce n'est pas la correction brutale des formules (facile à sauvegarder)... », ou bien : « Oubliez la désinvolture et cherchez à voir ce que j'ai voulu exprimer. Il est probablement possible de me transcrire en caractères orthodoxes ». La modestie de Teilhard donne ici sa mesure, dans ce conseil, cette suggestion, qui auraient pu et dû, convenons-en, être généralement mieux suivis. Mais ce souci de rester au niveau de l'humain et dans le droit fil de l'orthodoxie, ne l'a jamais empêché de prendre le risque de n'être pas compris, ou de l'être mal.

Alors, qui est responsable de l'abus qui s'est fait de ses enseignements ? Lui-même, insuffisamment vigilant, trop conciliant, dans ses avertissements ? Ou bien ceux qui se sont empressés de répandre sa pensée et de l'utiliser sans rappeler

positivement qu'il n'y avait jamais lieu de lui faire justifier des positions étrangères ou opposées à la doctrine de l'Eglise catholique romaine ?

∴

Si « la connaissance des mots conduit à la connaissance des choses » (selon Platon), il n'est pas de connaissance possible des mots sans l'acquisition d'un vocabulaire aussi vaste et varié que précis et déterminé, permettant leur emploi sans hésitation sur leur signification. Car même lorsque les mots supportent plusieurs acceptations, ils restent destinés à représenter d'abord une « chose » parmi d'autres.

Ainsi en va-t-il, par exemple de ce vocable « noosphère », par lequel Teilhard désigne « l'enveloppe pensante de la terre » (« La planétisation humaine ») soit un milieu continu, correspondant à l'avènement de la phase planétaire de l'histoire, ce que confirmait dans une certaine mesure René Grousset lorsqu'il écrivait que « l'humanisme prouve qu'en halo physique autour du globe, la noosphère est continue » (1). Plus serré, le sens qu'un philosophe catholique, Mgr R. Jolivet donne à noosphère — de noos, entendement, esprit, pensée — serait « la zone terrestre occupée par l'être pensant » (2). En termes de cosmologie il s'agirait donc de la surface habitée du globe. Or, selon Teilhard « la noosphère est bien une théosphère, une christosphère, et non pas seulement quelque réseau surdéveloppé de télécommunications » (3).

Tout commentaire serait superflu : on voit de reste jusqu'où peut aller l'extrapolation teilhardienne. Que dire alors s'il use de néologismes comme dans ce passage : « Astronomie, géologie et biologie interprétées (...) optimistiquement... », ou de termes vagues, prêtant à toutes les équivoques comme celui de « potentialité » dans cet appel à ce qu'il nomme « l'intégralisme » (autre néologisme), qui demande le concours de « la totalité des ressources contenues dans la vérité chrétienne pour drainer vers le royaume de Dieu toutes ces

---

(1) L'homme et son histoire (Plon, 1954).

(2) Vocabulaire de la philosophie (Vitte, 1951).

(3) Cf. Philippe de la Trinité : « Vision Cosmique et Christique (La Table Ronde, 1968).

potentialités qui s'agitent partout autour de nous ». Comment ne pas comprendre après cela que, pour avoir exalté « la puissance spirituelle de la matière » il a été taxé de sympathies évidemment suspectes pour les thèses matérialistes ?

Et quand, pour clore une invocation (dans « Hymne de l'Univers ») il s'exclame : « Je dois chercher, et je dois trouver. Il y va Seigneur de l'Elément où vous voulez inhabiter ici-bas. Il y va de votre exigence parmi nous ! », admettons que « Elément » et « inhabiter » rendent un son quelque peu sybillin. Tant de croyants, de pratiquants auxquels les mots de « Présence transsubstanciée » n'évoquent que bien confusément le mystère de l'Incarnation, comment s'y retrouveraient-ils entre ces nuageuses données ?

Autant saint Thomas est précis dans sa formulation, autant le P. Teilhard, qui se trouve en opposition avec les certitudes thomistes, l'est peu. Et c'est ainsi que sa désormais fameuse « Foi au monde » finirait, si on en laissait propager le principe, par supplanter la foi religieuse — la foi en Dieu —. Lorsqu'il écrit : « A la foi confuse en un Monde un et infaillible, je m'abandonne où qu'il me conduise » (« Comment je crois »), Teilhard fait l'aveu de l'imprécision de sa vision.

Sa vision : le mot est important. Le cardinal Journet va plus loin, qui affirme : « Teilhard est un voyant » (1) : disons, un voyant emporté par un lyrisme naturel qu'on ne peut juger en se plaçant systématiquement au point de vue de la raison ou au point de vue de la foi sans y faire intervenir un facteur d'approximation. Car il donne le pas à la raison sur le cœur, d'où résulte fréquemment quelque confusion du profane et du sacré, et parfois leur amalgame troublant.

Car, pour reprendre l'image du Christ-Universel, il faut constater que son identification du Christ au Monde a fait figure pour certains d'une simple effusion (ou confusion) lyrique, pour d'autres, ses plus chauds partisans progressistes, d'une vision prophétique de l'avenir du cosmos. En étendant le règne du Christ au monde entier, l'homme de

(1) Nova et vetera, 1961.

la vision n'est pas nécessairement un visionnaire, ce qui fit observer par Jacques Maritain : « Si on démythise Teilhard, il ne reste guère de cette originalité qu'un puissant élan lyrique, qu'il a pris lui-même pour une sorte d'anticipation prophétique ». Ainsi, cette vue d'un univers commandé par la relation expansive Espace-Temps (peut-être inspirée de l'univers hypersphérique d'Einstein ?) : « Il me semble que nous vivons, à quinze cent ans de distance, les grandes luttes de l'arianisme ; avec cette différence qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de préciser les rapports entre le Christique et le Trinitaire, mais entre le Christ et un Univers souverainement devenu fantastiquement grand, formidablement organique, et plus probablement poly-humain (n planètes pensantes, peut-être des millions... »

Aussi le prophète peut-il avouer modestement : « Je ne serai véritablement compris que lorsque je serai dépassé » : encore faudrait-il que ceux qui doivent le dépasser ne se soient pas, au départ, fourvoyé sur le sens de son apport, fourvoyé quant aux directions qu'il a indiquées. C'est que sa pensée est infiniment plus complexe qu'on ne l'admet communément, que son expression peut à chaque ligne être source d'erreurs, et que, enfin, il résulte de son étude objective et mesurée que la difficulté dominante avec lui est de trouver pour définir les données essentielles de sa construction intellectuelle des mots accessibles à tous et d'ambiguïté (1).

*
* *

Toute notre sur Teilhard de Chardin devrait porter en épigraphe cette remarque de Mgr Combes : « Si les commentateurs sont embarrassés, tant pis pour les commentateurs. Cela prouve seulement qu'ils n'ont pas su s'élever à une intelligence teilhardienne de Teilhard. »

Certes, pour comprendre Teilhard et en parler congrûment, il faudrait, à tout le moins, être intégralement pénétré de l'esprit teilhardien. Qui pourrait se vanter de le posséder

(1) Ce qui explique et justifie la publication par un de ses principaux biographes et exégètes, M. Claude Cuenot, d'un « Vocabulaire » de T. de Ch. (Ed. du Seuil).

(si ce n'est le P. Leroy, qui reste le plus silencieux, le plus discret de ceux qui savent) ? C'est pourquoi il faut l'aborder — « Le Phénomène humain » et « Le milieu divin » étant les sources fondamentales —, s'en imprégner et s'en méfier, ne pas le condamner sans appel. Pour ce qui est de la théologie, du dogme, il existe suffisamment de théologiens compétents pour y voir clair. Pour le surplus, il convient de le lire en s'efforçant de repousser les préjugés, mais en connaissance de cause, c'est-à-dire en prenant garde à ne pas tomber dans le piège de ses approximations, de ses intuitions non développées, de ses extrapolations. Admirer la générosité et l'ampleur de sa vision, son lyrisme naturel, son indépendance à l'égard des principes dans le cadre mal défini de sa fidélité à la doctrine, l'ouverture du champ de réflexion qu'il propose, cela est possible sans pour autant le considérer comme un auteur définitif, sans prendre sa parole pour argent comptant... et ne pas s'imaginer que chacun peut se reconnaître dans le portrait qu'il a dressé de la créature sujet du Christ-Universel.

Il faut y revenir encore : il est certain que dans la pensée de Teilhard, le Christ est celui, fils de Dieu, qui vint parmi les hommes pour les sauver et qui bâtit l'Eglise. Mais dans sa formulation, pour autant que les mots aient un sens intelligible à tous, ce Christ n'est plus celui-ci, c'est un Christ émané non de Dieu mais du Monde et le plus souvent retranché derrière le Monde : « Je vous aime comme un Monde, comme le Monde qui m'a séduit » (Hymne de l'Univers) (1).

Le doute n'est plus permis au simple croyant qui s'efforce de réfléchir et qui peut appuyer sa réflexion sur l'expérience ou seulement l'observation : si Teilhard entend, au fond de lui, que son Christ, agrandi aux dimensions du Cosmos, est bien celui du Nouveau Testament, pour huit ou neuf sur dix des lecteurs courants de Teilhard, il s'agira de tout autre chose et ce monde soumis à une « loi de complexité et de conscience », ce monde soumis à l'évolutionnisme, cet Univers enfin, échappent à toute direction surnaturelle.

C'est pourquoi prétendre, comme l'ont fait les éditeurs de

(1) Ed. du Seuil.

Teilhard, ouvrir « tout » Teilhard à un public aussi large que possible paraît, du point de vue chrétien, jouer avec le feu, susciter des doutes, des déviations, pour ne pas dire davantage. Et de là à supposer que large est la part de responsabilité directe de l'œuvre du Père dans les troubles qui déchirent présentement l'Eglise, il n'y a qu'une nuance qu'il est permis d'annihiler si l'on veut considérer que c'est en jouant sur des mots et en méconnaissant l'obéissance due aux supérieurs naturels que de nombreux prêtres en sont arrivés à se faire les fourriers de la révolution.

Pour un esprit libre et équilibré dans sa foi, Teilhard reste un merveilleux ouvreur de réflexions constructives. Etre ou n'être pas teilhardien : le problème, sous cette forme, serait mal posé. Ce n'est qu'une opinion à l'égard d'une forme d'art et de pensée. Etre ou n'être pas teilhardien signifierait qu'on épouse ou qu'on rejette sa conception du christianisme. Mais le P. Teilhard suggère une représentation d'un univers chrétien, et il n'est pas un chrétien sur quelques centaines de milliers qui soit préparé et apte à discuter la valeur absolue de cette représentation, à l'apprécier. Teilhard serait-il un nouveau Jansenius ? Tellement différent tout à l'opposé ? Ce qui importe, c'est moins de le considérer en soi que de voir en lui un de ceux, rares assurément, qui permettent l'épanouissement chez les hommes de bonne volonté de la connaissance du rôle de Dieu dans le monde matériel et psychique.

...Et sans doute aussi un de ceux qui permettent de sentir que la place et le rôle du Christ et de sa religion humaine dans un monde en progrès ne sont qu'abusivement et mensongèrement invoqués comme prétextes et justifications des thèses qui engendrent la confusion entre l'évolution du monde et la prétendue suprématie de la société sur l'individu.

W.-P. ROMAIN

(Cf. « Défense de l'Occident », n° 15, juin-juillet 1961).

Gaspar AUBRY

Les Corps Francs de la Presse d'Opposition

(Suite)

On trouvera ci-dessous la suite de la description que nous avons commencée dans notre n° 77 des premiers groupes d'opposition en 1945 et les années suivantes ainsi que de leurs doctrines et de leurs journaux.

Les deux courants que nous avons décrits dans la presse d'opposition nationale ne firent qu'accentuer leur divergence dans les années postérieures à 1948. Dans chacun d'entre eux, la gamme des nuances politiques ou doctrinales se diversifia. Mais d'une façon générale, on peut dire que la presse d'actualité qui s'était donné pour objet de combattre les falsifications du résistentialisme et les hommes qui les représentaient eut constamment un tirage beaucoup plus important et une situation mieux établie que la presse constructive doctrinale qui essayait d'établir pour l'avenir les bases d'une nouvelle politique.

Dans la première catégorie, les années postérieures à 1948 virent le déclin progressif de *Paroles françaises* et

de *Réalisme*. *Paroles françaises* qui était devenu l'organe du Parti Républicain de la Liberté (P.R.L.) subit, comme il arrive souvent, le contre-coup de la déception électorale. Lorsque le M.R.P. et les Indépendants eurent prouvé qu'ils disposaient de moyens puissants qui leur permettaient le contrôler la plus grande partie de l'électorat de droite, *Paroles françaises* perdit une grande partie de son importance politique et en même temps une partie de sa clientèle. A la direction d'André Mutter succéda pendant un an ou deux la direction de Paul Estèbe, député de Bordeaux, puis le journal disparut. *Réalisme* fut attaqué par une autre méthode. Il avait pour bailleur de fonds un industriel dont la plupart des commandes dépendaient de l'Etat. Il ne fut pas très difficile dans ces conditions de faire pression sur le conseil d'administration et de provoquer ainsi la disparition de *Réalisme*.

D'autres journaux étaient nés qui n'eurent jamais une influence importante, mais qui desservaient des itinéraires politiques traditionnels. *L'Action française* s'était réorganisée sous la direction de Xavier Vallat et de Pierre Pujo, fils du fidèle compagnon de Maurras et l'organe de cette tendance fut *Aspects de la France*, journal qui reprenait les initiales de *l'Action française* et qui devint le journal officiel, pour ainsi dire, de ce qui restait de ce mouvement. Parallèlement, Marcel Justinien fonda *l'Indépendance française*, petit journal qui ne dura que quelques années et qui est important surtout parce qu'il servit de tribune à Jean-Louis Lagor, pseudonyme qu'utilisait à ce moment-là Jean Madiran. *L'Indépendance française* représentait une tendance beaucoup plus jeune, beaucoup plus nerveuse, mais son existence fut éphémère. Dans le même secteur, il faut signaler aussi une tentative pittoresque et intéressante au point de vue littéraire, la brève existence de *La Nouvelle Lanterne*, petite revue mensuelle dont le titre avait été emprunté au célèbre journal d'Henri Rochefort et qui était dirigée par Antoine Blondin, François Brigneau et Pierre Boutang. On y trouve, pour une courte période malheureusement, des articles extrêmement brillants et écrits avec un grand talent.

A l'autre bout de cette gamme politique, il faut mentionner *le Socialiste* dirigé par Paul Faure, qui se présentait comme organe du Parti Socialiste Démocratique, auquel succéda à partir de novembre 1948 *La République libre* sous la direction du même Paul Faure. On y retrouvait la signature d'un certain nombre d'hommes de gauche qui avaient accepté par idéalisme pacifiste la politique de rapprochement avec l'Allemagne, en particulier celle de René Chateau, ancien député « pelletaniste » de la Charente et celle du vieux Paul Castagnez, ancien député du Cher. On trouvait également à *La République libre* un certain nombre de « lavalistes » qui avaient été les compagnons de Pierre Laval au temps où il était maire d'Aubervilliers. C'était un journal courageux et sympathique, mais, lui aussi, disparut lorsqu'il devint clair que l'éventail politique falsifié par la loi électorale ne laissait plus de place à gauche à des socialistes indépendants.

D'autres bulletins plus techniques firent partie de la même presse mais ils eurent une existence éphémère. Parmi ceux qui durèrent un certain temps, on peut citer *Force réelle* qui était dirigé par Michel Trécourt et qui parut pendant plusieurs années. Egalement le *Bulletin mensuel de liaison de l'Union pour la restauration et la défense du Service public* fondé par Pierre Henry et dirigé par le professeur Louis Rougier. Ces divers bulletins collaboraient en général avec *l'Union des Intellectuels Indépendants,* association qui fut longtemps dirigée par le député Jean Montigny et qui existe encore sous la présidence de Pierre Cathala, fils du ministre des Finances de Pierre Laval.

Plus encore que par les bulletins et feuilles éphémères, c'est par l'activité des maisons d'édition et des livres que s'exprimait le mouvement de rectifications historique. Entre 1947 et 1950 parurent en effet de nombreux ouvrages qui mirent à jour le véritable visage de l'épuration. Les principaux sont restés des classiques de la documentation historique sur cette période : *L'âge de Caïn* de J.-P. Abel

(pseudonyme de René Chateau) aux Editions Nouvelles, en 1947, *Les Crimes masqués du résistentialisme* de l'abbé Desgranges en 1948, *Fifi roi* de Claude Jamet en 1947. Parmi ces ouvrages, les plus riches et les plus documentés sont toutefois le livre de R. Mauloy, *Les Nouveaux Saigneurs,* paru aux éditions de la Balance en 1948 qui reprenait la série d'articles que Mauloy (pseudonyme de J. Féraud) avait fait paraître à *Paroles françaises* sous le titre général, *Le Bain de sang,* et un ouvrage de Lacipiéras, ancien officier des groupes de résistance, qui révéla les atrocités dont il avait été le témoin dans les départements du Midi. Citons encore la brochure de G. Rumilly, *La Vérité sur la résistance et l'épuration,* brochure qui fut publiée au Canada, le livre de Philippe Saint-Germain, *Article* 75 qui fut publié en 1951 et les *Chroniques de septembre* de Louis Guitard parues aux éditions du Scorpion en 1947, ainsi que les différentes chroniques de Jean Pleyber publiées par *Ecrits de Paris* dans le courant de l'année 1950 sous le titre *Chroniques du roi Charles le Mauvais,* et *Le temps de l'imposture,* de Jean-Louis Lagor (pseudonyme de Jean Madiran) publié à *l'Indépendance française* en 1947. On trouvera un très bon résumé de toute cette documentation dans le numéro spécial de *Lectures Françaises* paru en 1964 sous le titre *le Livre noir de l'épuration* sous la direction de Henri Coston, ainsi que dans le numéro spécial de *Défense de l'Occident* intitulé *L'Epuration* paru en janvier-février 1957.

L'événement décisif dans ce secteur de la presse de l'opposition fut toutefois la fondation de *Rivarol* au mois de décembre 1950 après le court épisode de *La Fronde.* C'est en effet sous ce titre qui n'eut que quatre numéros que fut réunie d'abord l'équipe de *Rivarol.* Nous n'avons pu retrouver d'exemplaire du numéro 1 qui manque à notre collection, mais dans les trois numéros suivants, nous retrouvons les signatures de Julien Guernec (pseudonyme que portait à cette époque François Brigneau) de Jean Pleyber qui devait être par la suite un collaborateur traditionnel de *Rivarol,* d'Antoine Blondin, de Maurice Bardèche, de Roger Nimier et naturellement de Maurice

Gaït qui signait une partie de ses articles du pseudonyme de Fabricius Dupont. Après cette courte période de rodage, la plus grande partie des rédacteurs de *La Fronde* se retrouvèrent groupés à *Rivarol*, à partir de 1951, sous la direction de René Malliavin qui préside encore actuellement aux destinées du grand hebdomadaire d'opposition. A la même date et sous la même direction, *la Revue des questions actuelles* avait pris son titre définitif d'*Ecrits de Paris* ainsi que la formule sous laquelle nous la connaissons encore actuellement. Avec *Rivarol* et *Ecrits de Paris* s'étaient donc constitués les deux principaux éléments de la presse journalistique d'opposition telle que nous la connaissons encore de nos jours.

∴

L'histoire de la presse doctrinale est moins bien connue. Elle occupe pourtant dans l'histoire des idées après la seconde guerre mondiale une place qui n'est pas négligeable.

Nous avons parlé dans notre précédent article des congrès de Rome et de Malmöe qui avaient amené à la création du *Mouvement Social européen* que la plupart des historiens désignent sous le nom de *Mouvement de Malmöe*. Les falsifications de la propagande ont entièrement déformé les thèses qui avaient été soutenues à cette occasion. Cette campagne de falsification a été malheureusement favorisée par le fait que les textes approuvés à Malmöe n'ont jamais été publiés *in extenso* et qu'ils sont encore aujourd'hui difficiles à retrouver. Nous pensons pouvoir éclaircir aujourd'hui ce petit point d'histoire en donnant le texte de deux résolutions élaborées au Congrès de Malmöe et approuvées à la première réunion pleinière du *Mouvement Social Européen* qui se tint à Luxembourg en 1951.

La première de ces résolutions est un « manifeste social » d'une douzaine de pages dactylographiées dont nous donnons simplement les têtes de paragraphes qui permettront d'en apercevoir la tendance :

— « *Le développement des techniques actuelles conduit inéluctablement à l'esclavage de l'homme et des peuples et à la dictature bureaucratique...*

— « *A ce point de vue, il n'y a absolument aucune différence entre les méthodes du bloc soviétique et celles du bloc occidental...*

— « *En raison de ces conceptions, le* Mouvement Social Européen *met en avant les points suivants comme expression des principes de sa politique sociale :*

« 1° *la culture est le but du travail des hommes et de l'évolution des peuples...*

« 2° *chaque homme doit avoir le droit d'exprimer librement son opinion et de travailler à la diffusion de celle-ci...*

« 3° *la famille est la cellule de base de la société et le milieu où s'élabore naturellement la mentalité nationale...*

« 4° *l'égalité des droits du travail et du capital est une condition essentielle pour un développement social normal...*

« 5° *le principe de l'offre et de la demande ne doit pas être un élément décisif pour la fixation du salaire correspondant à une quantité de travail donné...*

« 6° *l'ensemble des travailleurs d'un même secteur industriel seront rassemblés dans une corporation composée de sections correspondant aux différentes spécialités...*

« 7° *le principe d'une collaboration entre nations égales en droit constitue l'une des conséquences logiques d'une coopération entre groupes sociaux sur la base d'une complète égalité des droits. La réunion des Etats européens en une communauté européenne dans laquelle chaque nation conservera son administration nationale et son caractère propre représente la tâche la plus importante de ce siècle* ».

Le simple exposé de ces principes montre combien on s'éloigne de la réalité quand on caractérise, sous l'expression sommaire de néo-nazisme, les idées qui furent développées à l'occasion du Congrès de Malmöe.

Le second document est intitulé *Principe d'action du Mouvement Social Européen.* Nous le donnons in extenso pour la première fois non seulement par souci de rétablir la vérité historique, mais aussi parce que nous pensons que les principes élaborés à cette occasion sont encore valables actuellement.

« PRINCIPES D'ACTION DU MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN.

« 1° *Aucune des nations européennes ne peut plus jouer aujourd'hui le rôle d'une grande puissance. Seule l'union des pays d'Europe en une seule communauté leur permettra de disposer de ressources analogues à celles des Etats-Unis et de l'Union Soviétique et de redonner à l'Europe un rôle historique.*

« 2° *La proximité des forces soviétiques et l'existence de partis communistes prêts à leur ouvrir les frontières des nations européennes constitue une situation historique nouvelle et grave qui impose à toute communauté européenne un devoir de vigilance et d'action à l'égard du Communisme. Le combat contre le Communisme doit être mené à travers toute l'Europe par la destruction des appareils communistes qui travaillent à l'asservissement de l'Europe, mais en même temps, en montrant à la classe ouvrière que ses aspirations peuvent être réalisées autrement que par le Communisme.*

« 3° *L'efficacité du combat contre le Communisme a pour condition essentielle l'indépendance de l'Europe. L'indépendance des nations européennes est aujourd'hui mise en question par leur faiblesse même. Elles sont tributaires des Etats-Unis pour leur défense et pour leur prospérité, leur union en une seule communauté a pour premier but de restaurer l'indépendance de l'Europe en matière politique, économique et militaire.*

« 4° *L'indépendance de l'Europe doit se manifester par le refus de s'associer aux organismes idéologiques proposés par l'un et l'autre bloc, ainsi que par sa volonté de trouver ses propres solutions politiques, sans accepter comme dogmes les idéologies pseudo-démocratiques ou*

totalitaires qui sont actuellement les instruments de domination des deux blocs en présence.

« 5° *L'indépendance économique de l'Europe doit aboutir à un bloc économique eurafricain au service de l'équipement industriel de l'Eurafrique et de l'élévation du niveau de vie en Europe et en Afrique. Ce bloc doit constituer une unité économique autonome pouvant vivre sur ses propres ressources.*

« 6° *L'indépendance militaire de l'Europe doit aboutir à une armée européenne sous commandement européen. Quelles que soient les alliances contractées par l'Europe, cette armée européenne ne doit pas être intégrée en temps de paix à un complexe militaire international dont elle ne serait plus qu'une subdivision.*

« 7° *Au terme d'une évolution progressive qui respectera les structures nationales, l'Europe doit devenir un Etat fédéral unique, disposant normalement d'institutions fédérales qui détiendront l'autorité propre à la communauté. Cette évolution ne peut se faire qu'autour d'une idée nouvelle de l'Etat et des rapports sociaux. Elle ne peut être réalisée que par des régimes nationaux assez forts pour briser les coalitions d'intérêts privés qui s'opposeraient à une politique d'intégration.*

« 8° *L'Europe doit être une communauté de travail dans laquelle toutes les classes sociales sont associées. Le but de cette communauté de travail est l'élévation du niveau de vie et la réalisation d'une juste distribution des richesses créées. L'Etat doit être armé de manière à empêcher des intérêts privés de détourner à leur profit le travail de la communauté.*

« 9° *La monnaie ne doit servir que de régulateur pour la distribution des richesses créées par le travail collectif. Le système bancaire actuel qui a mis la puissance économique entre les mains d'une minorité doit être remplacé. L'Etat seul doit contrôler la répartition du crédit et orienter l'ensemble de la production.*

« 10° *Aucun secteur de l'économie européenne ne doit se trouver directement ou indirectement sous contrôle des grands trusts internationaux. Les institutions propres*

à l'économie européenne ne doivent pas dépendre du capitalisme international. La monnaie européenne devra être détachée de tout étalon monétaire international et le volume des importations sera contrôlé en permanence par la communauté.

« 11° *Une communauté européenne indépendante peut seule réaliser un véritable socialisme. Sans une autonomie économique complète, il est impossible d'affranchir les pays européens des ingérences du capitalisme international, et, par conséquent, il est impossible aussi d'affranchir les travailleurs des conditions d'infériorité permanente qui leur sont faites par les régimes actuels.*

« 12° *Le Socialisme, tel que nous le concevons, doit permettre à tous les producteurs, à tous les échelons de la hiérarchie (de l'emploi le plus modeste à celui qui confère les plus hautes responsabilités) de bénéficier des fruits de leur travail, non seulement sous forme de salaires, mais également par leur participation au fonctionnement et au développement de leur entreprise, leur apport en travail étant considéré comme équivalent à l'apport de capitaux des actionnaires et leur assurant les mêmes bénéfices.*

« 13° *Le changement de la condition des travailleurs est un objectif essentiel de notre action. Malgré notre conviction qu'aucun changement véritable de la condition du travailleur ne peut être réalisé par les régimes actuels et dans le cadre de nos actions actuelles, cependant toute action tendant à l'amélioration, même fragmentaire et précaire, de la condition des travailleurs doit recevoir notre appui.*

« 14° *Le respect de la liberté individuelle est à la base de la conception de la communauté européenne. Mais la communauté européenne doit en même temps disposer d'un régime fédéral fort, capable d'assumer la défense des travailleurs. Ce régime doit éviter les erreurs des régimes modernes qui sont devenus les instruments politiques du capitalisme international.*

« 15° *Les nations européennes qui disposent d'un empire colonial font apport de cet empire à la commu-*

nauté européenne, mais elles en conservent l'administration et en assurent la protection au moyen de forces militaires coloniales autonomes placées directement sous leur autorité. Lorsque l'Europe sera devenue un Etat fédéral unitaire les ressortissants des différents pays de la communauté européenne auront le statut des ressortissants de la Métropole.

« 16° *L'alliance militaire des Etats-Unis est une nécessité de la politique européenne tant que l'Europe n'aura pas créé un instrument militaire suffisant pour sa propre défense. Mais la politique d'intégration qui fait de l'Europe une subdivision du système défensif américain n'est pas l'instrument le meilleur de cette alliance. Une alliance défensive de type classique entre la communauté européenne et les Etats-Unis, prévoyant l'intervention des Etats-Unis en cas d'agression contre l'Europe est une situation préférable.*

« 17° *La structure particulière du Commonwealth Britannique empêche l'Angleterre de s'associer à la construction d'une fédération européenne. Les tentatives faites en direction de l'Angleterre n'ont pour résultat que de retarder le travail d'unification européenne. La communauté européenne doit seulement être liée à l'Angleterre par un traité d'alliance défensif de type classique analogue à celui qui est réclamé à l'égard des Etats-Unis.*

« 18° *L'apparition d'une communauté européenne indépendante éviterait la division du monde en deux blocs ennemis et elle serait ainsi un important facteur de paix. Elle permettrait d'aborder dans des conditions plus favorables la liquidation des graves problèmes territoriaux nés de la guerre, et d'aboutir ainsi à une paix juste et définitive, éliminant toute cause de conflit pour l'avenir.*

« 19° *La création de la communauté européenne doit faire appel à tous les Européens sans distinction de passé politique et sans discrimination. Une amnistie européenne générale doit effacer intégralement toutes les conséquences de la guerre. Les Etats participants de la communauté européenne doivent bénéficier d'une égalité des droits véritables et ils doivent entrer dans la commu-*

nauté sans qu'aucune amputation territoriale soit exigée d'eux à quelque titre que ce soit.

« 20° *La communauté européenne doit faire une large place à la jeunesse et l'associer au travail d'équipement de l'Europe et de l'Afrique. Seule une collaboration de toute la jeunesse sans distinction de nationalité et d'origine sociale à une œuvre collective commune peut créer une génération européenne qui sera la base et l'élément inspirateur de toute création européenne.*

« 21° *Des difficultés politiques insolubles dans nos régimes actuels peuvent trouver une solution sur le plan d'une communauté européenne indépendante. L'amélioration de nos formules constitutionnelles par la création d'un pouvoir fédéral stable, une administration plus pratique et plus dynamique, la refonte de nos fiscalités en fonction de l'autonomie monétaire de la communauté, l'extension de la recherche scientifique et la substitution de l'énergie atomique aux formes conventionnelles d'énergie, la solution de nos problèmes coloniaux, la modernisation et la rationalisation de notre équipement sont des problèmes pratiques auxquels la création d'une communauté européenne indépendante propose des solutions neuves.*

« *Un esprit nouveau, la volonté de servir et de créer, le sentiment de faire partie d'une puissante communauté populaire, la défense effective contre le Communisme par l'apparition d'un idéal nouveau, sont des problèmes moraux auxquels le cadre de nos politiques nationales n'offrent plus de solutions et qui peuvent être résolus également dans les perspectives d'une communauté européenne indépendante* ».

Nous avons tenu à reproduire intégralement ce programme politique, remarquable à cette date (1950), pour donner une idée du sérieux avec lequel quelques petits groupes inconnus et sans moyens abordèrent, avec dix ans d'avance sur les formations les mieux outillées, les problèmes posés par l'Europe d'après-guerre. Si l'on compare avec les idées qui ont cours aujourd'hui dans

toute une partie du public, on en conclura peut-être que, contrairement à tout ce qu'on a pu croire jusqu'à présent, ces idées, regardées alors comme révolutionnaires, ont eu une portée et une résonance inattendues et que le travail idéologique de ces petits groupes, loin d'être stérile, comme on l'a cru longtemps, a eu plus d'importance qu'on ne le suppose dans la formation d'une conscience européenne.

Terminons cette digression qui nous écarte un peu de l'histoire des organes d'opposition proprement dits par deux précisions d'ordre historique. Les idées des *Principes d'action* ne furent pas répandues directement dans le public et ne furent connues que par des documents ronéotypés remis aux groupements adhérents, mais une brochure reprenant les principaux thèmes des *Principes d'action* fut imprimée et diffusée sous le titre de *Manifeste pour un mouvement populaire européen au service de l'indépendance nationale et européenne,* brochure qui fut envoyée avec tous les exemplaires du n° 1 de *Défense de l'Occident* (décembre 1951) destinés aux abonnés ou à la prospection. Il existe encore, croyons-nous, un petit nombre d'exemplaires de cette brochure que nous n'avons pas retourné dans les collections de la Bibliothèque Nationale. D'autre part, il nous paraît également intéressant de faire connaître pour la première fois les différentes organisations qui, pour la France, donnèrent leur adhésion à la section française du *Mouvement Social Européen.*

Comité de soutien du Nouveau Prométhée, *président Maurice Achart, groupement dépendant de René Binet.*

Groupe de rédaction de la revue La Sentinelle, *directeurs René et Marie Binet.*

Groupe rédactionnel de l'Avant-garde française, *directeur Controux et Poully.*

Groupement syndicaliste Force et Vie, *président Jean Lesieur.*

Union des jeunes générations françaises, *président Henri Bonifacio.*

Parti républicain de l'Unité populaire (P..R.U.P.), *président Maurice Plais.*

Cercle Jacques Bainville, *président Vinard.*

Comité de la revue Mai, *directeur Jacques Mandon.*

Comité de Napoléon Europe, *directeur Louis Tessier.*

Comité du Front d'action communautaire et européen, *président J. Sommier.*

Groupe de La Citadelle, *président Moulinier assisté de Jacques Barbier, H. Lucas et Pierre Gouzy.*

Parti National français, *dirigé par Jean Roy.*

Groupe des Amis de Paroles Françaises *dirigé par Paul Estèbe.*

Groupe d'études de Lettres de la Sorbonne, président Delbègue, délégué par les Groupes d'études de langue et littérature française.

Fédération des Forces Françaises, *président J. Barbarin.*

Précisons enfin que la première formulation complète diffusée en France des idées du programme de Malmöe se trouve dans le livre de Maurice Bardèche, *l'Œuf de Christophe Colomb, Lettre à un sénateur d'Amérique,* essai écrit immédiatement après la réunion constitutive à Malmöe du *Mouvement Social Européen.*

Les principaux porte-paroles des idées de Malmöe se trouvent dans les bulletins ou organes des groupements qui viennent d'être énumérés, à savoir *La Lutte* (organe de la *Fédération des Forces françaises*), *La Liberté du peuple* (*Parti National Français*), *Pays réel* (Cercle Jacques Bainville), la revue *Mai* qui dura très peu de temps, *L'Unité populaire* et *L'Unité,* organes du P.R.U.P., *Force et Vie, Jeune Force, Jeune Révolution, La Citadelle* de Lucas et surtout *l'Avant-garde française, La Sentinelle* et *Le Nouveau Prométhée.* C'est dans ces deux derniers groupes, remarquablement administrés et tenus en mains par René Binet qu'il faut chercher l'expression la plus cohérente, la plus constante et la plus vigoureuse des thèses soutenues à Malmöe en faisant toutefois cette réserve que René Binet considéra toujours comme un élément essentiel de la doctrine de Malmöe le racisme qui, préci-

sément, avait été passé sous silence à Malmöe. A ce titre, il faut donc considérer René Binet comme un élément dynamique mais hérétique du *Mouvement Social Européen,* ce que montra très rapidement l'histoire du Mouvement lui-même.

La collection du *Nouveau Prométhée* et celle de La *Sentinelle* n'en sont pas moins des documents importants dans l'histoire de l'opposition radicale en Europe.

Le numéro 1 du *Nouveau Prométhée* parut en juillet 1950. Le directeur est un prête-nom nommé Dominique Anquetil, l'adresse est celle de la librairie de René Binet, 10, rue Mayet, Paris (7e). Le journal porte en épigraphe trois versets extraits du *Prométhée* de Gœthe : « *Je suis assis à cette place et je modèle des hommes, D'après mon image, Une race qui soit semblable à moi...* »

Le premier numéro contient un article de trois colonnes intitulé « *Le marxisme rencontre-t-il la théorie qui le vaincra ?* » entièrement consacré, sous la signature d'un collaborateur, à présenter la petite brochure de René Binet contenant l'essentiel de ses idées, la *Théorie du racisme.* Le journal est présenté sur quatre pages dans le format actuel de *Rivarol,* les collaborateurs habituels sont G.A. Amaudruz, François Sauvage (pseudonyme de J. Foëx, journaliste) Philippe Saint-Germain, Maurice Achart, le suisse Paul Gentizon, l'un des théoriciens du fascisme mussolinien, la chronique littéraire est confiée à Conzague Truc. On voit très vite dans les articles de René Binet lui-même combien l'idée de la race pour lui commande toutes les autres positions. Dans le numéro 7, de mai 1951, par exemple, il écrit : « *La culture est l'essentiel, elle est la marque et le moyen de la civilisation ; mais aucune culture ni aucune civilisation ne peuvent être communes à tous. La culture naît du peuple, de la race, elle lui appartient, elle conditionne sa survie. Mais elle est un produit de la race avant d'en être un titre de gloire et l'instrument.*

« *Aucune race n'a le pouvoir d'imposer sa culture aux autres. Aucune ne pourrait sans périr recevoir une culture qui ne fût pas conforme à son génie ou née de lui. Vouloir imposer ainsi qu'on le fait aujourd'hui la culture*

de l'Occident à tous les peuples de la terre, cela revient à affaiblir les uns et à corrompre les autres, c'est faire croire à tous qu'ils ont les mêmes aptitudes. C'est préparer en guise de lendemain des peuples abâtardis, des nations déclassées, des races de métis et de révoltés...

« *Non pas la culture mais la race est tout. Elle conditionne tout, y compris la culture.* » Et finalement, c'est de cette nécessité de sauver la race et l'apport intellectuel et culturel qu'elle contient que découlent tous les engagements politiques. Dans le numéro de février 1951, Binet écrivait : « *Qu'on le sache donc, la véritable prudence, l'authentique réalisme, la défense de notre Occident, on ne les peut assumer que dans l'engagement total et dans le combat le plus résolu. Les élites réelles sont et seront celles qui, comprenant cette nécessité, accepteront virilement de prendre totalement leurs responsabilités. Il n'y a point de modération possible quand on combat pour la vie de son propre peuple et finalement pour sa propre vie.* »

C'est en juin 1951 qu'apparaît dans le vocabulaire de René Binet le terme de progressiste qui allait caractériser désormais ses initiatives politiques. Les revendications de René Binet seront souvent aussi violentes que celles du Parti Communiste. Ses positions seront souvent calquées sur celui-ci, et, d'une façon générale, la préoccupation de René Binet, explicable par son origine communiste et trotskyste, sera constamment de ne pas perdre contact avec les groupes gauchistes les plus avancés dans lesquels il voit autant des réservoirs de recrutement que des adversaires idéologiques.

Le *Nouveau Prométhée* fut malheureusement une entreprise éphémère malgré la qualité de sa rédaction. Le journal s'interrompit après un numéro 10 en août-septembre 1951, il est prolongé par deux numéros ronéotypés datés octobre et novembre 1951, puis cesse de paraître. *La Sentinelle,* moins ambitieuse puisque c'était un bulletin ronéotypé de 20 à 30 pages suivant les numéros, eut une existence plus longue. Le premier numéro de *La Sentinelle* est daté de mai 1949 et le journal durait encore en 1951. La collaboration est beaucoup plus

technique et réservée aux membres du groupe politique de René Binet. On y trouve dès le numéro 2 des articles de G.A. Amaudruz et de Pierre Hofstetter, bien connu aujourd'hui dans la presse d'opposition.

La Sentinelle, beaucoup plus théorique et doctrinale que *Le nouveau Prométhée,* mériterait à elle seule une monographie, dans laquelle il faudrait prendre garde toutefois que les polémiques de René Binet avec des groupes voisins ont parfois déformé l'équilibre et la plénitude de sa pensée politique. On trouvera en tout cas dans *La Sentinelle* certains traits qui n'apparaissent qu'en filigrane dans la plupart des organes d'opposition, notamment une attitude courageuse vis-à-vis du problème juif qui fait écho aux organes de l'étranger qui, n'étant pas ligotés comme en France par une législation répressive de la liberté d'opinion, peuvent exposer le problème juif dans toute son étendue et sous ses divers aspects. On regrettera seulement qu'à cet égard des solutions traditionnelles comme le *numerus clausus* et le groupement sous forme d'unité spécifique d'habitat n'aient pas fait l'objet d'exposés complets recommandant des solutions conformes aux conditions de notre temps. On trouvera également dans *La Sentinelle* un grand nombre d'indications permettant de fixer les points de contact entre le *Mouvement Social Européen* et les divers courants d'opinion et d'opposition à l'étranger qui sont utiles pour fixer la carte de l'influence internationale du *Mouvement de Malmöe.*

(*à suivre*).

Gaspar AUBRY

La Fin du Commonwealth

Ce qui aurait pu être en notre époque de divisions majeures une « institution unique », et le fut d'ailleurs d'une façon très brève voici environ un quart de siècle, n'est plus, selon l'expression de Robert Copping, qu' « une farce mauvaise ».

Le Commonwealth, en tant que successeur de l'empire britannique, et instrument d'influence au service d'une politique qui ne serait pas de stricts intérêts matériels, mais de maintien et d'extension de la civilisation britannique, est mort. Qui, sincèrement, pourrait le regretter? Qui, sincèrement (mis à part ses profiteurs), regrettera l'O.N.U., quand le machin d'U Thant sera officiellement liquidé ?

Le Commonwealth est mort parce que, comme l'O.N.U., au nom de la loi imbécile du nombre, il se trouve dominé par une majorité de sous-développés exotiques, de sorciers de la brousse, de fakirs orientaux et d'imposteurs « libéraux » qui sont en réalité des communistes. Déjà, on s'en souvient, la S.d.N. mourut pour avoir préféré ce vieux vautour d'Haïlé Sélassié, spécialiste de la mort par la mousseline, à un pays de haute civilisation comme l'Italie.

Un rédacteur d'Aginter Presse, à Lisbonne, a parfaitement dit ce qu'il fallait dire du « mythe de la souveraineté nécessaire du nombre » : « Ce que l'on appelait autrefois la démagogie, et qui n'est plus qu'une grossière technique de falsification des vérités et des faits, trouve dans le dogme de la

souveraineté du nombre un moyen de mobiliser les Etats au service de l'impérialisme totalitaire du communisme dissimulé sous les délires des mots abstraits dénaturés par la subversion. Tout ce qui contribue à empoisonner le monde éclate à l'O.N.U. dans la saisissante évidence d'un raccourci. Ce que l'on appelle le Palais de verre de Manhattan, c'est « la pustule purulente » qui révèle la maladie dont souffre le XXe siècle finissant ».

La perspective offerte par la dernière conférence du Commonwealth à Londres (janvier 1969) a été celle d'une mini-O.N.U. On y a condamné la Rhodésie, l'Afrique du Sud, le Portugal. On a escamoté tous les problèmes importants, à commencer par la guerre du Nigéria, où, il est vrai, l'Angleterre se conduit honteusement, fournissant des armes au « général » Gowon, et de la nourriture à ses victimes du Biafra, pour les empêcher de mourir trop vite. Et puis, après d'amples agapes noyées dans le champagne pour faire oublier la misère des sous-développés (« on estime, note John Michael dans le « Sunday Telegraph », que la consommation de champagne lors d'une soirée donnée par M. Wilson à Lancaster House a été plus grande que celle des réceptions des deux, et peut-être même trois conférences précédentes »), les délégués se quittèrent après avoir accouché d'un gigantesque communiqué.

« Je suppose que la conférence du Commonwealth a publié un communiqué de 73 pages pour être sûre que personne n'aura envie de la lire, écrit le député travailliste Woodrow Wyatt dans le « Daily Mirror ». Ce que j'en ai lu jusqu'ici n'est que mètres et mètres de bouffonnerie ».

Il poursuit : « Mais le fait vraiment alarmant est que ces messieurs entendent se réunir à nouveau en 1970. Et pourquoi donc ? Ils n'aboutirent à rien au sujet de l'immigration. Ils furent plus qu'habituellement insensés en essayant de lier les mains de la Grande-Bretagne au sujet de la Rhodésie. En vérité, la Tanzanie africaine a déjà annoncé qu'elle quittera le Commonwealth si M. Ian Smith accepte les propositions de M. Wilson. En ce qui me concerne, la Tanzanie peut se précipiter dehors dès aujourd'hui. La Tanzanie est responsable pour Zanzibar. Là, trois malheureux ex-ministres ont été jetés cette semaine dans des chambres de torture pour

avoir osé demander des passeports afin de quitter le pays. Ce n'était pas surprenant qu'ils voulaient partir. Ils venaient d'être relâchés après cinq ans d'emprisonnement sans motif ».

Autrefois, on disait du Commonwealth qu'il était une « libre association de peuples très divers vivant ensemble en paix et partageant les mêmes idéaux ». La réalité n'a pas été longue à ridiculiser ce rêve pieux et absurde. A commencer par le conflit indo-pakistanais...

Robert Copping remarque : « La plupart des gouvernements africains représentés à la conférence, qu'ils aient accédé au pouvoir par le suffrage ou par l'épée, sont la négation de la démocratie et persécutent leurs oppositions. Ils sont des faillites économiques subventionnées par le contribuable britannique, et en général leur courte histoire a été marquée par l'oppression et le carnage ».

Or, M. Wilson, sans broncher, a frayé avec ces gens-là. Il a trinqué avec eux. « M. Harold Wilson, note Copping, accepte de l'Afrique « émergente » un style de conduite qui normalement ne devrait pas être toléré, et le public doit maintenant se rendre compte que beaucoup de ces nouveaux Etats furent précipités à l'indépendance bien longtemps avant d'être prêts ».

C'est encore là une opinion excessivement pondérée. Les fantoches grotesques qui jouent à l'homme d'Etat dans les anciennes colonies sont la vivante illustration des graves fautes commises depuis l'après-guerre. Ce que l'on peut souhaiter de mieux au Tiers-Monde, dont font partie les sous-développés mentaux de couleur du Commonwealth, est le retour des colons européens.

« C'est un mythe total de prétendre que l'impérialisme britannique était fondé sur l'exploitation impitoyable de peuples sans défense, écrit Woodrow Wyatt dans le « Daily Mirror » (10-1-69). Une certaine exploitation à certaines périodes il y eut, mais elle n'est rien par rapport aux avantages que nous avons fournis ».

La grandeur de l'impérialisme britannique fut d'organiser, de civiliser, de développer ; de transformer des régions immenses et sauvages en pays modernes, comme l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Rhodésie, le Canada, et tant d'autres.

Le sens de l'organisation, de la civilisation est resté dans les ex-colonies blanches. Chez les « colorées », une fois partis les Anglais, il a vite disparu. Résultat d'une erreur typique de notre époque « égalitaire » : on croyait qu'un Bantou, un indigène de Calcutta, laissés à eux-mêmes, « réussiraient » aussi bien qu'un Blanc d'Ottawa, d'Auckland ou de Salisbury.

« L'Inde, remarque Wyatt, possède plus de vaches par tête d'habitant que n'importe quel pays au monde — mais moins de lait. Pourquoi ? Parce que de stupides scrupules religieux empêchent d'abattre une vache. En conséquence, des animaux malades, âgés, mourants, mangent le fourrage qui pourrait servir à produire une population de vaches saine et vigoureuse. Si l'Inde savait s'organiser proprement, elle aurait amplement de la nourriture pour tous et pourrait confortablement absorber les Asiatiques déportés ».

Divers pays d'Afrique, notamment le Kenya, l'Ouganda, la Zambie (membres du Commonwealth !) expulsent en effet les Indiens fixés chez eux depuis des années, au nom d'un racisme primaire appelé « africanisation », que la « conscience universelle » a omis de dénoncer, mais l'Inde ne veut point les accueillir.

Le Commonwealth original, groupant des Etats civilisés liés par des traditions communes, était né au début du siècle, lorsque les possessions blanches de la Grande-Bretagne — Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud — devinrent indépendantes et prirent, ainsi que le Canada, le nom de dominion. Ce mot, qui n'est plus guère employé aujourd'hui, signifiait que ces pays, dont l'indépendance fut ratifiée par le statut de Westminster de 1931, étaient complètement libres, tout en conservant leur loyauté à la couronne.

La première conférence du genre, rappelle Mary Howarth, eut lieu par accident : les premiers ministres du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, déjà autonomes intérieurement, furent invités à Londres pour le Jubilé de la reine Victoria, en 1887. Cette réunion fut si réussie qu'on la répéta à diverses autres occasions, dans les années suivantes. En 1917 et 1918, la conférence fut appelée « le cabinet de guerre

impérial ». L'Afrique du sud, avec Jan Smuts, y participait.

« Ce n'est qu'en 1947, alors que l'institution avait fonctionné régulièrement durant soixante ans, et survécu deux guerres mondiales intacte, que l'Inde et le Pakistan furent les premiers membres non-britanniques indépendants à s'asseoir à la table de la conférence, écrit Mary Howarth. Ainsi, des républiques non-britanniques étaient admises comme « égales » dans notre institution monarchique, et l'insignifiante fiction de « Chef du Commonwealth » était inventée de façon à maintenir le souverain britannique comme personnage décoratif. Le Ghana fut la première république africaine à participer à la conférence lors de son indépendance en 1957. La fragmentaion des pays de couleur de l'empire — l'Inde séparée en deux Etats souverains, la Fédération de Rhodésie en deux membres afro-asiatiques l'emportent en nombre sur les membres anglo-saxons royalistes, par 24 contre 4, dans notre propre institution ! »

La voilà bien, l'absurdité de la « loi du nombre »...

Il est certes vraisemblable que les Anglais ne s'attendaient pas à un aussi misérable résultat ; on doit se souvenir que pendant longtemps ils préférèrent ce Commonwealth à l'Europe. Les nègres, pour eux, commençaient à Calais, non au Kenya des tueurs Mau-Mau. Destructeurs d'un empire avec l'aide des Américains, les travaillistes d'Attlee essayèrent de réparer le désastre en fabriquant avec les débris une sorte d'alliance idéologique. « On tenta, après la guerre, rappelle Raymond Cartier, de resserrer le Commonwealth, d'en faire une troisième force entre l'Amérique et la Russie ». « Mais, ajoute-t-il, la tentative n'alla pas au-delà d'un discours de lord Halifax à Toronto ».

Aujourd'hui, tout projet de ce genre a été définitivement abandonné. M. Wilson n'a d'ailleurs plus, depuis longtemps, les mains libres : il est à la merci de ses créanciers internationaux.

Ce qui, finalement, retient encore la Grande-Bretagne de liquider une institutuion dénaturée, ridiculisée, qui ne sert plus — comme l'O.N.U. — que de forum aux palabreurs de la brousse, est qu'elle possède dans divers pays membres des investissements s'élevant à quelque deux milliards et demi de livres. Il n'est pas question d'y renoncer.

Par contre, le volume des affaires que traite Londres avec ces pays va en déclinant. La Grande-Bretagne, d'ailleurs, achète plus qu'elle ne leur vend. Au surplus, elle fournit aux « colorés » une aide de plusieurs millions chaque année. Qui, habituellement, reste dans la poche de macaques profiteurs.

Ecoutez encore Woodrow Wyatt : « Le franc premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, a dit durant la conférence du Commonwealth que la majorité de cette aide n'atteignait jamais les projets auxquels elle était destinée. Selon lui, elle est dissipée par des politiciens ou des fonctionnaires, ou par toutes sortes de dépenses superflues. Il est affirmé, parce que beaucoup de l'argent que nous donnons est dépensé en Grande-Bretagne, que cette aide n'est pas une grande perte pour nos comptes. Balivernes. Des industries et des compagnies qui devraient fabriquer des produits d'exportation qui seraient payés en devises étrangères, ne le font pas. A la place, elles produisent des marchandises pour lesquelles nous ne sommes même pas payés. Il est difficile de considérer cela comme une aide à la position actuellement difficile de notre balance des comptes ».

Oui, le Commonwealth n'est plus qu'une « farce mauvaise ».

Pierre HOFSTETTER

Chronique des Arts

RENOIR INTIME, A LA GALERIE DURAND-RUEL : prélude à la célébration du Cinquantenaire

Le 3 décembre 1919, s'éteignait, dans sa propriété de Cagnes, Pierre-Auguste Renoir, le grand artiste ayant illustré l'Impressionnisme, un des artistes les plus séduisants et les plus féconds de toute la tradition française. Il était juste que la célébration de ce Cinquantenaire fût ouverte à l'initiative de la Galerie Durand-Ruel et du petit-fils de Paul Durand-Ruel, de tous les marchands de tableaux parisiens celui qui contribua avec le plus de clairvoyance, de persévérance et de courage à la réussite de l'artiste, à sa juste célébrité à travers le monde.

D'autres manifestations, en France et à l'étranger, contribueront, sans doute, à faire de cette année 1969 l'année Renoir, comme l'année 1967 aura été l'année Ingres, 1963 l'année Delacroix, et alors que nous venons de célébrer avec beaucoup d'éclat l'année Baudelaire, celle du centenaire de la disparition de l'auteur des « **Fleurs du mal** », du plus grand critique d'art que la France ait sans doute jamais eu, celui qui sut discerner, goûter, comprendre, célébrer justement ses grands peintres romantiques et leurs successeurs les maîtres du réalisme.

Je n'aurais voulu formuler que compliments au sujet de cette première rétrospective, qui nous propose 64 peintures, avec quelques céramiques, dessins, documents iconographiques et autographes, ordonnée en fonction de son thème « **Renoir intime** ». Elle nous montre, avec des portraits de famille et d'amis, quelques toiles se rapportant aux résidences du peintre, à ses sites familiers, aux fleurs et aux fruits dont il aimait égayer son atelier, qui servaient de motif à ses natures mortes ou simplement de prétexte à ses rapides études quotidiennes, précédant les séances de travail consacrées à l'exécution des tableaux de chevalet, et qui pour le

peintre, perclus de rhumatismes, faisaient office de ces exercices de doigté et de mise en train avec lesquels les pianistes virtuoses se préparent à jouer de leur instrument.

Cette exposition aura certainement le plus vif succès, auprès d'un public sevré de manifestations d'art de qualité et en raison de la réputation dès longtemps acquise de la Galerie Durand-Ruel, du prestige de Renoir, qui de tous les peintres modernes est celui bénéficiant du préjugé le plus favorable, traduit par les cotes soutenues qu'atteignent en ventes publiques ses œuvres les plus modestes. Cette exposition risquerait, sans cela, de paraître décevante, ennuyeuse, exposition, qui, sans contribuer à la gloire d'un artiste désormais consacré, pourrait servir de mise en garde à tous ceux ayant à organiser les rétrospectives futures en son honneur. Si on ne savait dans quelles conditions particulières elle a pu être mise sur pied, conditions constituant à la fois une excuse et un mérite pour son organisateur, nous serions en droit de la trouver telle : composée d'œuvres réunies hâtivement et pour des raisons de circonstance, certaines en assez mauvaise condition, beaucoup n'ayant qu'un intérêt documentaire sans rapport avec la valeur exemplaire qu'on est en droit de réclamer de toutes les œuvres figurant en une exposition commémorative de cette importance.

Je profiterai de la circonstance pour formuler quelques observations de principe et de fait concernant les encadrements. L'encadrement des peintures, et particulièrement celui des peintures modernes, est à la fois une science et un art, qui l'une et l'autre ne paraissent avoir fait aucun progrès sensible depuis plus d'un siècle. Ou bien les collectionneurs ont recours à des cadres de caractère commercial, pastiches de cadres anciens, mal façonnés encore plus mal dorés ou patinés, très souvent sans grande convenance de style et d'esprit, avec les œuvres qu'ils présentent. Ou bien, dans le meilleur des cas, ils habillent leurs peintures avec des bordures anciennes, de diverses époques, plus généralement des bordures du XVIIIe siècle, aujourd'hui les plus recherchées ; le résultat, s'il est plus décent, vu la qualité des cadres utilisés, n'est guère meilleur au regard des œuvres avec lesquelles ils n'offrent souvent que peu de convenance. Ce résultat discutable, est encore plus navrant lorsque s'agissant d'un cadre,

dont l'état se trouvait tel qu'il eut convenu de le faire adroitement restaurer par un artisan compétent, beaucoup de collectionneurs, et qui ne sont pas des moins fastueux, se contentent de faire subir à ces cadres dégradés des traitements qui les déshonorent et les dénaturent, en les réparant grossièrement, en y appliquant des mictions à la poudre de bronze qui les transforment en laissés-pour-compte du marché aux puces. C'est ainsi, j'ai pu voir lorsqu'elle était encore complète l'admirable Collection Lecomte-Pellerin, présentée avec des cadres de fortune, de pauvres bordures écaillées, mal redorées, dont la plupart n'avaient même pas l'excuse d'être des bordures anciennes mais de mauvaises copies estampées sur les bordures de style, telles que les fabricants du XIXe siècle les répétèrent à l'infini.

A l'exception de la Collection Philippe Gangnat, pour laquelle son propriétaire, possesseur d'un des plus beaux ensembles de **Renoir** exposé chez Knoedler, en 1967, s'est attaché à habiller ses toiles de bordures anciennes payées leur prix et soigneusement restaurées, je n'ai vu chez la plupart des grands collectionneurs que chefs-d'œuvre habillés chez le confectionneur, quand ce n'était pas chez le fripier. Renoir plus qu'aucun autre peut-être, en raison de la clarté, de la légèreté, de ses peintures de leur spontanéité d'exécution, eut exigé qu'on leur donnât des cadres adéquats, aux profils simples, aux proportions bien étudiées en ayant recours à des bois clairs, polis et vernis, tels l'érable, le thuya, le citronnier, le tulipier, l'amourette, ces bois nobles qu'utilisaient les ébénistes de l'époque Charles X et avec lesquels ils réalisèrent ces admirables meubles aux proportions justes, dont l'esthétique s'accommode si parfaitement aujourd'hui de notre cadre de vie fonctionnel que ne réussit à égayer aucun des prétendus chefs-d'œuvre de l'art informel. Si je répugne à une présentation muséographique, qui tend à nous proposer les tableaux de chevalet sans aucune bordure, les insérant dans la cimaise ou les sertissant d'une simple baguette, je répugne bien davantage encore à cette présentation pseudo-décorative de la peinture moderne ou contemporaine en des bordures d'un style désuet, sans rapport avec leur esthétique particulière et le plus souvent sans aucune qualité propre.

Ceci dit, et qui n'est pas un reproche visant spécialement l'Exposition Durand-Ruel, où parmi tant de mauvais cadres il en est de décents, je m'attacherai à la critique objective des œuvres qu'elle nous propose. Renoir a peint, de l'estimation de ses catalographes — probablement loin de compte — plus de 6.000 tableaux ; par tableaux il faut entendre toutes les peintures individualisées, quelles que soient leurs dimensions respectives et leur motif, compte tenu évidemment des fragments prélevées sur ces toiles d'étude, punaisées sur un panneau et dans lesquelles l'artiste, surtout durant les dernières décades de sa vie, juxtaposait d'un pinceau rapide ces innombrables études de fruits, de fleurs, de visages, de silhouettes, voire d'éléments de paysages, qui furent ensuite découpées, débitées, en formats minuscules par des ciseaux diligents et intéressés. Comme tous les grands créateurs Renoir n'avait que peu de souci de ses œuvres achevées, et si à partir du moment où il connut la gloire admirateurs et marchands s'empressèrent de leur faire un sort, lui abeille diligente butinait et continuait à faire son miel sans se préoccuper de l'apiculteur.

Renoir, peintre de primesaut, qui durant une longue carrière (il vécut 78 ans et consacra plus de 60 ans à la peinture) évolua beaucoup, changea fréquemment d'ambiance et de manière, Renoir peignit quelques dizaines d'incontestables chefs-d'œuvre, quelques centaines d'œuvres qu'on peut considérer comme accomplies sinon parfaites et des milliers d'études, de pochades intéressantes par leur écriture toujours personnelle mais dont certaines sont mal venues, quand elles ne sont pas tout simplement médiocres. Puis il y a eut la part de la technique et du temps, du jeu des couleurs ayant viré, passé par certains décalages de tons et de valeur ; Renoir peignait selon une technique très simple, assez saine et n'ayant guère varié sinon quant à la palette du moins quant au métier. Mais en fonction de l'incertitude technique — choix des couleurs et du médium — ayant affecté toute la production des peintres modernes, il s'est produit, là comme ailleurs, certains déchets. Il y a eu les mauvaises conditions de conservation, les tableaux prématurément vernis ou mal vernis, des tableaux encrassés et dont beaucoup exigeraient l'intervention d'un restaurateur prudent et avisé. Aucun ta-

bleau ne gagne à être vu sous des vernis jaunis, chargés de poussière qui non seulement obscurcissent la toile mais décalent ses valeurs chromatiques. La durée normale d'un vernis de protection est d'environ cinquante ans. Beaucoup de tableaux accrochés, avenue de Friedland, encouraient de tels reproches.

Puis il y a l'organisation même de l'exposition ; la rapidité avec laquelle elle fut décidée et organisée à seule fin de parer à une carence éventuelle du Musée national de l'Orangerie, qui ne disposerait d'aucun crédit pour organiser une **Rétrospective Renoir**, en 1969, ces conditions, je le répète, servent d'excuse à un rassemblement hâtif d'œuvres disparates. Il y a l'accrochage, dépendant dans une certaine mesure du choix des toiles présentées, mais qui n'est cependant pas ici sans reproche quant à la convenance des toiles juxtaposées sur la cimaise. Il y a enfin le catalogue, pour lequel les mêmes excuses sont invoquées, mais qui n'en reste pas moins trop élémentaire. Répertoriées chronologiquement les peintures n'y comportent aucune indication relative à leurs dimensions et à leur support. Sans doute leurs appartenances actuelles et antérieures peuvent être d'un intérêt secondaire pour le simple visiteur ; elle ne le sont pas pour le spécialiste et l'amateur éclairé, auquel un catalogue doit servir de référence et d'instrument d'étude. Quant à la chronologie qui clôt ce catalogue sommaire, bien « **qu'empruntée à « l'Histoire de l'Impressionnisme » de John Rewald** », elle n'en comporte pas moins des fautes de syntaxe grossières, répétées, et ses références contribuent assez peu à éclairer le développement d'une grande carrière d'artiste.

Les seuls compliments que je ferai de ce catalogue, à ses deux préfaciers : au petit avant-propos de Jean Renoir, écrit d'une plume simple et directe ; à la très remarquable notice due à François Daulte, historien et critique compétent des Impressionnistes, catalographe de Bazille, de Sisley, organisateur de la remarquable et récente **Exposition des chefs-d'œuvre de la peinture française contemporaine dans les collections suisses**, au Musée de l'Orangerie. F. Daulte est en train d'élaborer un catalogue de l'Œuvre de Renoir, travail pour l'aboutissement duquel, je lui souhaite patience, ténacité, absence de tout parti pris. Je ne doute pas qu'il réussisse à le mener

à bien dans la mesure même où une telle entreprise longue, périlleuse, comportant les inévitables lacunes que seul le temps permet de combler ne se heurtera à l'obstacle majeur et dirimant : cet esprit de système s'efforçant de faire endosser à un grand artiste un vêtement qui n'a pas été coupé à sa mesure mais à celle de celui qui le lui a taillé.

Dans la débâcle de l'art contemporain, trois épisodes significatifs font actuellement l'objet de grandes rétrospectives : celle de **Hans Hartung**, au **Musée national d'Art moderne** ; celle de **Pieter Cornelis Mondrian**, au **Musée national de l'Orangerie** ; celle de **Yves Klein**, au Pavillon de Marsan, **Musée de l'Union des Arts décoratifs.**

Les lecteurs de cette chronique se souviendront, peut-être, de cette suite d'articles par laquelle elle fut ouverte, il y a quelques dix ans ; sous ce titre : « **Existe-t-il un art de l'informel ?** » J'estimais, en accord avec le Directeur de cette revue, que la prise de position que cet essai impliquait était nécessaire, ne serait-ce qu'afin d'indiquer à mes lecteurs éventuels dans quel esprit et selon quelle orientation cette chronique serait poursuivie. Répondant à une question posée sans ambiguïté, je crois y être allé jusqu'au bout d'une analyse destinée à dégager les principes et les fondements traditionnels d'un langage conditionnant toutes modalités d'expression dans le domaine des arts plastiques et graphiques. Il est un fait qu'on ne saurait, cependant, passer sous silence, ni sous-estimer historiquement. Depuis près d'un demi-siècle nombre d'artistes prétendent s'inscrire en faux contre ces données fondamentales et premières, cherchant à créer de toute pièce des moyens d'expression plastiques et graphiques nouveaux, détachés de la réalité formelle, s'appuyant sur le pouvoir des signes abstraits et des couleurs considérées comme données esthétiques premières.

J'ai consacré des comptes rendus objectifs, certains laudatifs aux manifestations d'artistes contemporains, qui s'inscrivent parmi ces artistes se disant non-figuratifs et se réclamant de l'abstraction : Atlan, Vieira da Silva, Reichel, Bissière, Loewensttin, Closon..., cela sans aucune acceptation

d'origine ou de tendance, en fonction même des qualités d'invention et d'exécution que je croyais pouvoir discerner dans leurs tentatives. J'ai, par contre, été souvent très sévère pour d'autres, dont les réputations paraissent aujourd'hui consacrées par une critique restreinte mais très agissante : si j'ai adopté cette position ce n'est pas parce que ces artistes m'apparaissaient comme insincères, mais simplement parce que leurs tentatives ne me paraissaient pas dignes de retenir l'attention des amateurs, s'attachant plus à la réalité des œuvres qu'on leur propose qu'aux exégèses complaisantes dont elles se recommandent.

Trois grandes expositions de caractère officiel viennent, sous divers prétextes de nous proposer la prise en considération de l'œuvre de trois artistes considérés comme des plus importants parmi les novateurs artistes appartenant à trois générations successives : Mondrian, peintre d'origine néerlandaise, ayant vécu et travaillé à Paris entre 1912 et 1939, mort aux Etas-Unis, en 1944 ; Hans Hartung, allemand naturalisé français, ayant quitté l'Allemagne nazie, en 1935, pour venir se fixer définitivement et travailler en France, Yves Klein, jeune artiste de la toute dernière génération, mort, à Paris, âgé de 34 ans.

Ces manifestations qui en annoncent d'autres, sur le plan de la muséographie officielle, méritent qu'on s'y arrête, non en raison de ce qu'elles signifient mais de ce que leurs promoteurs prétendent leur faire signifier. C'est la raison pour laquelle j'ai l'intention, dans une prochaine livraison de « **Défense de l'Occident** », de publier en saisissant l'occasion qui m'est offerte une nouvelle étude dont les considérations et les réflexions contribueront, du moins je l'espère, à élucider la question préjudicielle posée dans mon premier essai cité en référence : « **Existe-t-il un art de l'informel ?** » Comme le mouvement se démontre en marchant, ses promoteurs et ses sectateurs nous en ont-ils administré cette preuve ?

F.-H. LEM

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 866

- UN ANTIBOLCHEVISME FAROUCHE...
- UN ANTIGAULLISME FEROCE...
- UNE EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE...

L'ELITE EUROPÉENNE

« Mensuel à la pointe du combat nationaliste et populaire »

Ecrivez TOUS dès aujourd'hui pour recevoir un spécimen gratuit de l'Elite Européenne, 62, rue de Ponthieu, Paris (8e)

DÉBUT DE LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE ?

Après un gros volume sur les dessous de la politique et les coulisses de l'histoire, paru il y a quelques semaines sous le titre : LE SECRET DES DIEUX, la revue de documentation politique LECTURES FRANÇAISES publie dans son numéro de janvier des détails impressionnants sur le lobby international qui pousse les Américains à abandonner le Sud Viet-nam. Examinant les conséquences de cette éventuelle décision, l'auteur se demande si « la fin de la guerre du Viet-nam ne marquerait pas le début de la troisième guerre mondiale ».

La gravité des révélations contenues dans ce fascicule et qui complètent l'impressionnant dossier du SECRET DES DIEUX, donne à réfléchir. Déjà, dans le précédent numéro (décembre) LECTURES FRANÇAISES livrait à la publicité certains faits troublants et divers documents inquiétants qui éclairent les activités tortueuses de certains groupes cosmopolites.

Pour recevoir ces deux fascicules, se recommander de notre journal et envoyer 6 F en timbres-poste à **La Librairie Française**, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6e), dépôt central des publications et ouvrages nationaux.

LES SEPT COULEURS, B P. 46-06, Paris (6e)

En Souscription
HORS COMMERCE

Maurice Bardèche

SPARTE ET LES SUDISTES

Edition originale

Texte intégral

L'ouvrage politique le plus important de Maurice Bardèche

Tirage hors commerce limité à 200 exemplaires numérotés sur alfa et 5 exemplaires sur Japon.

Prix de l'exemplaire sur alfa ..... **45 F**

Pour souscrire à l'un des cinq exemplaires sur Japon, nous écrire directement.

Une édition ordinaire dont le texte sera plus court paraîtra quelques mois plus tard.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM .. ..

ADRESSE .. ..

désire recevoir exemplaires de Maurice Bardèche : **Sparte et les Sudistes** (édition originale hors commerce).

Ci-joint F en mandat, chèque bancaire ou virement à notre compte postal,

Les Sept Couleurs, 2182.19 Paris

Signature :